

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES  
(CCTP)  
FASCICULE 0 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

***L'Acheteur***

**Ministères Aménagement du Territoire et Transition Écologique**  
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de  
Normandie

***Objet du marché***

**RN12 – Aménagement des sections Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche  
et Saint-Anne / Charencey**  
Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études et procédures amont

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

Pages

### Table des matières

<b>1 OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>7</b>
<b>2 PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION.....</b>	<b>8</b>
2.1 Situation de l'opération .....	8
2.2 Enjeux et objectifs du projet .....	9
2.3 Historique des décisions.....	9
2.4 Études disponibles.....	9
<b>3 MODALITÉS GÉNÉRALES DE DÉROULEMENT DES ÉTUDES .....</b>	<b>11</b>
3.1 Phasage des études .....	11
3.2 Échéances prévisibles.....	12
3.3 Organisation de la conduite des études .....	12
3.4 Les points d'arrêt.....	13
3.4.1 Définition .....	13
3.4.2 Liste des points d'arrêts imposés par l'acheteur .....	14
3.5 Participation aux réunions.....	15
3.5.1 Réunion de lancement .....	15
3.5.2 Réunions techniques du groupe de travail.....	16
3.5.3 Réunions de concertation continue .....	17
3.6 Décomposition du marché en tranches .....	17
3.7 Modalités de rendu / livrables .....	18
3.7.1 Contenu et présentation des documents écrits.....	18
3.7.2 Données informatisées .....	19
3.7.3 Nombre d'exemplaires à fournir .....	19
3.7.4 Gestion électronique de documents (GED).....	19
3.8 Coordination de la mission.....	20
3.9 Gestion de la qualité.....	20
3.9.1 Contrôle intérieur .....	20
3.9.2 Contrôle extérieur.....	22
<b>4 CADRE GÉNÉRAL DES ÉTUDES .....</b>	<b>23</b>
4.1 Cadre général des productions .....	23
4.2 Documents remis au titulaire .....	23
4.3 Documents de référence .....	24
<b>5 CONTENU DE LA MISSION .....</b>	<b>28</b>
5.1 Tranche ferme : Études préalables de la section Saint-Anne / Charencey ; Recherche et définition des mesures compensatoires des deux sections .....	28

5.1.1 Principes .....	28
5.1.2 Les différentes étapes de la tranche ferme .....	28
5.1.2.1 La réalisation/mise à jour des études de la variante étudiée.....	28
5.1.2.2 La constitution du dossier d'études préalables.....	28
5.1.2.3 La constitution du dossier d'évaluation socio-économique à destination du SGPI .....	29
5.1.2.4 La constitution du dossier d'audit de sécurité routière en phase de conception détaillée .....	29
5.1.2.5 La constitution du dossier de concertation MECDU .....	29
5.1.2.6 La définition des mesures compensatoires des deux sections.....	29
5.1.2.7 La recherche des sites associés aux mesures compensatoires.....	29
5.1.3 Les études par thème .....	29
5.1.3.1 Estimation .....	29
5.1.3.2 Notice Assainissement .....	30
5.1.3.3 Déclassement de routes nationales, reclassements de routes départementales .....	31
5.1.3.4 Études environnementales.....	31
5.1.3.5 Bruit.....	31
5.1.3.6 Qualité de l'air et santé.....	31
5.1.3.7 Sécurité routière .....	31
5.1.3.8 Études de trafic .....	32
5.1.3.9 Études socio-économiques .....	32
5.1.3.10 Études hydrologiques et hydrauliques.....	32
5.1.3.11 Études géotechniques .....	32
5.2 Tranche optionnelle n°1 : Ensemble des prestations relatives à la constitution du dossier d'autorisation environnementale, (dérogations liées à la destruction potentielle et au déplacement d'espèces protégées, et dossier Loi sur l'Eau) de la section Saint-Anne / Charencey .....	32
5.2.1 Constitution du dossier d'autorisation environnementale – dossiers de demandes de dérogations liées à la destruction potentielle et au déplacement d'espèces protégées auprès du Conseil Naturel de Protection de la Nature .....	32
5.2.1.1 Objet de la mission.....	32
5.2.1.2 Aire d'étude .....	33
5.2.1.3 Références réglementaires .....	33
5.2.1.4 Consistance de l'étude .....	34
5.2.1.4.1 Phase 1 : analyse des inventaires existants .....	34
5.2.1.4.2 Phase 2 : prospections de terrain et détermination des espèces protégées par la réglementation nationale .....	34
5.2.1.4.3 Phase 3 : confection du dossier de demande de dérogation au titre des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement .....	35
5.2.1.5 Rendu des études .....	36
5.2.1.6 Mise à jour itérative des dossiers CNPN .....	36
5.2.1.7 Réunions spécifiques .....	36
5.2.2 Constitution du dossier d'autorisation environnementale – dossier loi sur l'eau et les milieux aquatiques ; incluant la mise à jour du dossier d'incidences Natura 2000 .....	37
5.2.2.1 Dossier Loi sur l'eau et les milieux aquatiques.....	37

5.2.2.1.1 Rubriques de la nomenclature .....	37
5.2.2.1.2 Document d'incidence.....	37
5.2.2.1.2.1 État initial .....	37
5.2.2.1.2.2 Incidences du projet et mesures (incluant la démarche Éviter – Réduire - Compenser) .....	39
5.2.2.2 Moyens de surveillance et d'intervention.....	41
5.2.2.3 Sous-dossier hydraulique.....	41
5.2.2.4 Éléments graphiques du dossier .....	42
5.2.2.4.1 Cartographie .....	42
5.2.2.5 Mise à jour itérative du dossier « Loi sur l'Eau » .....	43
5.2.2.6 Réunions .....	43
5.3 Tranche optionnelle n°2 : Procédure d'enquête publique unique (DUP + Autorisation Environnementale) et constitution du dossier des engagements de l'État (Section Saint-Anne / Charencey) .....	44
5.3.1 Les différentes étapes de la tranche optionnelle n°2 .....	44
5.3.1.1 L'enquête publique .....	44
5.3.1.1.1 Objet de l'enquête .....	44
5.3.1.1.2 La constitution du dossier d'enquête publique .....	44
5.3.1.1.3 Assistance à maîtrise d'ouvrage pendant la phase d'enquête publique .....	45
5.3.1.1.3.1 Concertation Interservices .....	45
5.3.1.1.3.2 Avis de l'AE-IGEDD .....	45
5.3.1.1.3.3 Enquête publique.....	45
5.3.1.2 Constitution du dossier des engagements de l'État.....	45
5.3.1.2.1 Contenu du dossier .....	46
5.3.2 Réunions.....	46
5.4 Tranche optionnelle n°3 : Constitution du dossier programme de l'opération .....	46
5.4.1 Réunions.....	47
5.5 Tranche optionnelle n°4 : Mise à jour des études préalables et du dossier d'étude d'impact de la section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche.....	47
5.5.1 Principes .....	47
5.5.2 Les différentes étapes de la tranche optionnelle n°4 .....	47
5.5.2.1 La mise à jour des études préalables nécessaires.....	47
5.5.2.2 La mise à jour du dossier d'étude d'impact .....	47
5.5.3 Réunions.....	47
5.6 Tranche optionnelle n°5 : Constitution des dossiers de demande de dérogations relatives aux espèces protégées auprès du CNPN et du dossier « Loi sur l'Eau » incluant la mise à jour du dossier d'incidence Natura 2000 (Section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche) .....	48
5.7 Tranche optionnelle n°6 : Procédure d'enquête publique Autorisation Environnementale et constitution du dossier des engagements de l'État (Section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche).....	48
5.7.1 Les différentes étapes de la tranche optionnelle n°6 .....	48
5.7.1.1 L'enquête publique .....	48
5.7.1.1.1 Objet de l'enquête .....	48
5.7.1.1.2 La constitution du dossier d'enquête publique .....	48

5.7.1.1.3 Assistance à maîtrise d'ouvrage pendant la phase d'enquête publique .....	49
5.7.1.1.3.1 Concertation Interservices .....	49
5.7.1.1.3.2 Avis de l'AE-IGEDD .....	49
5.7.1.1.3.3 Enquête publique .....	49
5.7.1.2 Constitution du dossier des engagements de l'État.....	49
5.7.1.2.1 Contenu du dossier .....	50
5.7.2 Réunions.....	50
5.8 Tranche optionnelle n°7 : Constitution du cahier des charges de la réalisation et du suivi des mesures compensatoires des deux sections.....	51
5.8.1 Principes .....	51
5.8.2 Contenu du dossier .....	51
5.8.3 Réunions.....	51
5.9 Tranche optionnelle n°8 : Assistance à maîtrise d'ouvrage en cas de recours contre la déclaration d'utilité publique et/ou l'Autorisation Environnementale.....	51
5.9.1 Principes .....	51
5.9.2 Réunions.....	52
5.10 Tranche optionnelle n°9 : Élaboration des déclarations préalables à la destruction des haies .....	52
5.10.1 Principes .....	52
5.10.2 La déclaration préalable à la destruction de haies .....	52
5.10.3 Réunions.....	52
5.11 Tranche optionnelle n°10 : Réalisation des permis d'aménager dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou aux abords des monuments historiques .....	52
5.11.1 Principes .....	52
5.11.2 La procédure de permis d'aménager .....	53
5.11.2.1 Contenu de la demande .....	53
5.11.3 Réunions .....	54
5.12 Tranche optionnelle n°11 : Réalisation des permis de démolir.....	55
5.12.1 Principes .....	55
5.12.2 La procédure de constitution des permis de démolir.....	55
5.12.2.1 Contenu de la demande .....	55
5.12.3 Réunions.....	56

## **1 OBJET DU MARCHÉ**

Les prestations de ce présent marché ont pour objet la réalisation des études et dossiers réglementaires pour l'aménagement à 2 × 2 voies de la RN12 entre Mortagne-au-Perche et Tourouvre-au-Perche d'une part, et entre Saint-Anne et Charencey d'autre part.

Le marché se décline en deux parties, chacune d'elle regroupant des missions différentes suivant la section de la RN12 considérée, selon les missions suivantes :

- **Section Saint-Anne / Charencey :**

- Réalisation de toutes les études nécessaires à l'élaboration des dossiers de concertation, d'études préalables, d'audit de sécurité routière et d'enquête publique (hors géométrie, notice d'assainissement)
- Réalisation des dossiers suivants :
  - Concertation MECDU
  - Audit de sécurité routière
  - Évaluation socio-économique
  - Enquête Publique préalable à la DUP (dont étude d'impact)
  - Dossier d'autorisation environnementale
  - Programme de l'opération
  - Dossier des engagements de l'État
- Définition des mesures de compensations environnementales
- Recherche des sites de compensations environnementales
- Préparation du cahier des charges de la réalisation des mesures compensatoires
- Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la préparation et la participation à la phase d'enquête publique

- **Section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche :**

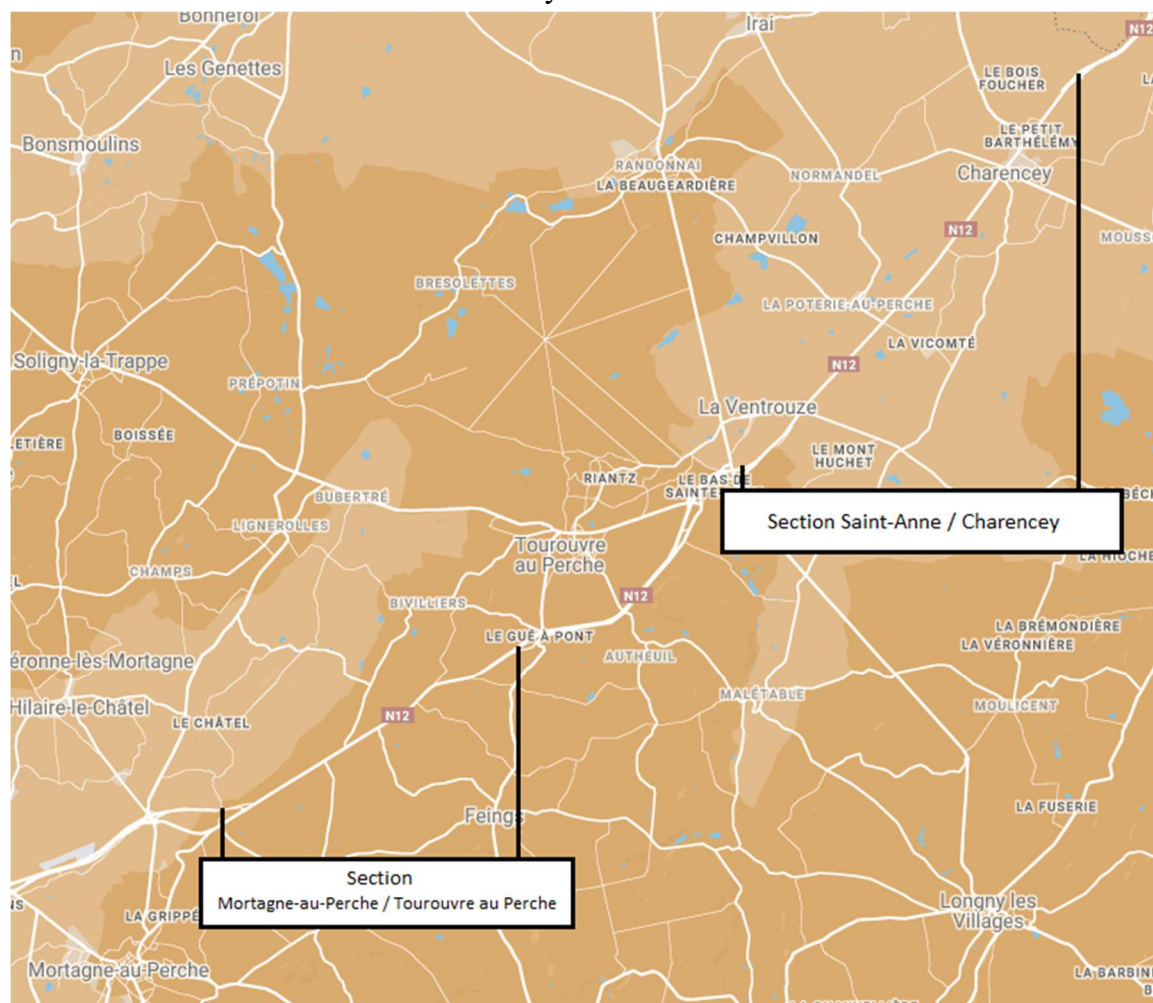
- Réalisation de toutes les études nécessaires à l'élaboration du dossier de demande d'autorisation environnementale (hors notice d'assainissement)
- Élaboration des dossiers suivants :
  - Dossier d'autorisation environnementale
  - Dossier des engagements de l'État
- Définition des mesures compensatoires environnementales
- Recherche des sites de compensations environnementales
- Préparation du cahier des charges de la réalisation des mesures compensatoires
- Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la préparation et la participation à la phase d'enquête publique

## 2 PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION

### 2.1 Situation de l'opération

Longue d'environ 560 km au total, la RN12 relie la région parisienne à Brest avec une interruption par l'A84 entre Fougères et Rennes. Elle dessert des pôles urbains importants tels que Dreux, Alençon, Rennes et Brest. La RN12 joue un rôle important d'irrigation pour les principaux pôles de l'Orne et du nord de la Mayenne, situés à l'écart des grands axes autoroutiers. La RN12 conserve encore aujourd'hui un trafic significatif, notamment poids lourds (8000 à 9000 véhicules par jour dont environ 2000 poids lourds).

Le projet objet de la présente étude se situe dans le département de l'Orne (61) à l'est de la ville d'Alençon, entre Mortagne-au-Perche et la limite avec le département de l'Eure. Il a pour objet l'aménagement de deux sections de la RN12 actuellement en deux voies bidirectionnelles, distantes de 7 km et reliées par une portion de RN12 à 2 × 2 voies. La première section longue de 5 km environ relie Mortagne-au-Perche à Tourouvre. La deuxième section, longue d'un peu plus de 9 km, relie Sainte-Anne à Saint-Maurice les Charencey.



Actuellement, la RN12 traverse quelques hameaux et la commune de Saint-Maurice les Charencey.

### 2.2 Enjeux et objectifs du projet

Le projet a pour principaux objectifs :

- L'amélioration de l'accessibilité du territoire
- L'amélioration de la sécurité routière
- Le développement économique local

Le projet devra notamment tenir compte des enjeux environnementaux, principalement sur la section Saint-Anne / Charencey avec la traversée de la zone Natura 2000 « Forêts et étangs du Perche ».

L'aménagement consiste en la réalisation d'une route express en 2 × 2 voies en tracé neuf. Aucun accès direct n'est prévu sur la future voirie, en dehors des échangeurs dénivelés auxquels l'itinéraire de substitution associé, réutilisant principalement la RN12 existante, se rattache.

## 2.3 Historique des décisions

- 1977 : décision Ministérielle du 14 janvier fixant le principe d'un aménagement à long terme en route express à 2 × 2 voies avec carrefours dénivelés de l'ensemble de l'itinéraire Dreux-Alençon.
- 1988 : classement de la RN12 parmi les « Autres Routes Nationales » dans les Schémas Directeurs Routiers approuvés le 18 mars 1988 puis le 1er avril 1992.
- 1992 : confirmation par la DRE dans son rapport d'orientation d'aménagement du réseau routier national de Basse-Normandie de la décision ministérielle du 4 janvier 1977.
- 1995 : validation ministérielle du 31 janvier de la fiche itinéraire sur la section Alençon/Verneuil-sur-Avre. Elle retient le principe d'un aménagement à 2 × 2 voies avec carrefours dénivelés
- 1995 : décision ministérielle du 10 février 1995 validant l'avant-projet sommaire de l'aménagement à 2 × 2 voies de la RN12 entre Le Mêle sur Sarthe et Tourouvre
- 2004 : commande du 3 décembre 2004 de la direction des routes d'une étude d'Avant-Projet Sommaire d'Itinéraire (APSI) première phase sur l'ensemble du parcours Nonancourt/Alençon
- 2008 : reprise des éléments de l'étude d'APSI pour la réalisation d'un dossier d'étude d'opportunité
- 2009-2014 : inscription au PDMI (30M€ pour Mortagne/Tourouvre cofinancés à hauteur de 5M€ par la Région et 1,5 M€ par le Département de l'Orne et 8,33 M€ pour Sainte-Anne/Saint-Maurice les Charencey cofinancés à hauteur de 1,83 M€ par le département de l'Orne)
- 19 juin 2015 : commande par la DGITM/DIT des études d'opportunité phase 2
- 21 février 2017 – 21 mars 2017 : Concertation publique
- 19 mars 2018 : Commande par la DGITM/DIT des études préalables
- 18 novembre 2024 : Commande modificative des études préalables de la DGITM/DMR

## 2.4 Études disponibles

Désignation	Auteur	Date	Version informatique		Version Papier
			Modifiable	Non modifiable	
Dossier d'études d'opportunité de phase 2 (2 sections)	SEGIC Ingenierie	05/2018		X	
Dossiers de concertation préalable (2 sections)	SEGIC Ingénierie	02/2017		X	
Dossier d'études préalables de la section	SEGIC	04/2025		X	



Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche	Ingenierie				
Dossier d'enquête publique de la section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche (version post Concertation Inter-Services)	SEGIC Ingénierie	A compter de Novembre 2025		X	
Dossier programme de la section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche	SEGIC Ingenierie	A compter du 2 <sup>nd</sup> semestre 2026			

### 3.1 Phasage des études

- **Phase 1 : Section Saint-Anne / Charencey**

- Phase 1.1 : Etudes préalables
  - Réalisation des études préalables (sauf géométrie)
  - Élaboration du dossier d'études préalables
  - Élaboration du dossier d'audit de sécurité routière
  - Élaboration du dossier d'évaluation socio-économique
  - Élaboration du dossier de concertation MECDU
- Phase 1.2 : Constitution du dossier d'autorisation environnementale – dossiers de demandes de dérogations liées à la destruction potentielle et au déplacement d'espèces protégées auprès du Conseil Naturel de Protection de la Nature
- Phase 1.3 : Constitution du dossier d'autorisation environnementale – dossier loi sur l'eau et les milieux aquatiques ; incluant la mise à jour du dossier d'incidence Natura 2000
- Phase 1.4 : Procédure d'enquête publique unique
  - Réalisation du dossier d'enquête publique, y compris les mises à jour rendues nécessaires suite aux procédures de consultation obligatoires (concertation inter-service, saisine de l'AE-IGEDD...)
  - Assistance à la maîtrise d'ouvrage durant la phase d'enquête publique
- Phase 1.5 : Constitution du dossier programme de l'opération
- Phase 1.6 : Constitution du dossier des engagements de l'État

- **Phase 2 : Section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche**

- Phase 2.1 : Mise à jour des études
  - Mise à jour des inventaires Faune/Flore/Habitats/Zones Humides
  - Mise à jour des incidences Natura 2000
- Phase 2.2 : Mise à jour de l'étude d'impact
- Phase 2.3 : Constitution du dossier d'autorisation environnementale – dossiers de demandes de dérogations liées à la destruction potentielle et au déplacement d'espèces protégées auprès du Conseil Naturel de Protection de la Nature
- Phase 2.4 : Constitution du dossier d'autorisation environnementale – dossier loi sur l'eau et les milieux aquatiques ; incluant la mise à jour du dossier d'incidence Natura 2000
- Phase 2.5 : Procédure d'enquête publique unique
  - Réalisation du dossier d'enquête publique, y compris les mises à jour rendues nécessaires suite aux procédures de consultation obligatoires (concertation inter-service, saisine de l'AE-IGEDD...)
  - Assistance à la maîtrise d'ouvrage durant la phase d'enquête publique
- Phase 2.6 : Réalisation du dossier des engagements de l'État

- **Phase 3 : Mesures compensatoires liées aux 2 sections**

- Phase 3.1 : Définition des mesures compensatoires

- Phase 3.2 : Recherches des sites associés aux mesures compensatoires
- Phase 3.3 : Constitution du cahier des charges de la réalisation des mesures compensatoires
- **Phase 4 : Procédures complémentaires**
  - Phase 4.1 : Demande préalable à la destruction de haies et d'alignement d'arbres
  - Phase 4.2 : Demande de permis d'aménager
  - Phase 4.3 : Assistance à maîtrise d'ouvrage en cas de recours

Le chevauchement des différentes phases sera nécessaire afin de respecter les objectifs de déclaration d'utilité publique et d'autorisations environnementales durant l'année 2027 (voir échéances ci-dessous). Les chevauchements seront à l'initiative de l'acheteur ou du titulaire du marché, sous réserve d'acceptation par l'acheteur

### **3.2 Échéances prévisibles**

- Début des études : Décembre 2025
- Enquête publique Demande d'Autorisation Environnementale (DAE) sur la section Mortagne / Tourouvre : 2<sup>nd</sup> semestre 2027
- Enquête publique unique sur la section Saint-Anne / Charencey : 2<sup>nd</sup> semestre 2027

### **3.3 Organisation de la conduite des études**

La conduite des études est assurée par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie (DREAL Normandie) représenté par le Service Mobilités et Infrastructures / Division Maîtrise d'Ouvrage des Projets Routiers de la DREAL.

La DREAL Normandie a confié au Service Ingénierie Routière (SIR) de la Direction Interdépartementale des Routes Nord-Ouest (DIRNO) la reprise de la géométrie de la section Saint-Anne / Charencey.

La DREAL Normandie dispose du dossier complet d'étude préalables de la section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche, et mettra à disposition ce dossier au titulaire.

Le titulaire du marché désignera un chef de projet, qui sera le représentant auprès de l'acheteur pour tous les problèmes administratifs et techniques, et qui définira la façon dont travaillera l'équipe chargée du projet.

Les différentes structures de suivi mises en place à l'occasion de cette étude sont les suivantes :

- Un **groupe de travail**, piloté par l'acheteur et regroupant à minima le titulaire du marché et les assistants à maîtrise d'ouvrage. Ce groupe de travail doit permettre le suivi régulier et la validation de la production du titulaire du marché.
- Un **comité technique**, sous présidence du sous-Préfet de Mortagne-au-Perche, permettant les échanges avec les services techniques des collectivités (communes et communautés de communes concernées, Conseil Départemental de l'Orne, Région Normandie), les chambres consulaires et associations (environnementales, chasseurs, usagers). L'objectif de ce comité est de suivre l'avancement des études, de les compléter et de les amender le cas échéant, et de préparer le comité de pilotage.
- Un **comité de pilotage**, sous présidence du Préfet de l'Orne. Il rassemble les élus de la Région Normandie, du Conseil Départemental de l'Orne et des communes et communautés de

communes concernées ainsi que les élus parlementaires du secteur. L'objectif de ce comité est de valider les choix stratégiques du projet (planning, financement, etc.).

### 3.4 Les points d'arrêt

#### 3.4.1 Définition

L'acheteur impose au titulaire du marché une série de points d'arrêt que celui-ci devra faire figurer dans le planning général détaillé des différentes phases de la mission du marché.

Un point d'arrêt constitue un moment particulier qui permet au titulaire de présenter les éléments produits à l'acheteur. C'est l'occasion pour l'acheteur d'appréhender la progression du travail, de faire préciser éventuellement les résultats, voire de demander des compléments.

Lors d'un point d'arrêt, le titulaire du marché aura pour obligation de suspendre sa production s'agissant des éléments en question et, a fortiori, des éléments liés et postérieurs à la levée du point d'arrêt concerné. Il ne pourra poursuivre les éléments de la mission concernée qu'après la décision de l'acheteur de levée du point d'arrêt.

La levée du point d'arrêt ne constitue pour autant en rien une réception partielle des éléments de la mission.

Si les résultats des études ou les conclusions des concertations réalisées exigeaient la reprise, quelle qu'en soit l'importance, d'éléments de prestation déjà examinés en point d'arrêt, le titulaire du marché devra reprendre son travail sans rémunération ni délai supplémentaire conformément à la nature itérative de la progression de la réalisation des études amont.

La levée du point d'arrêt peut être accompagnée de remarques et/ou de prescriptions de l'acheteur à prendre en compte pour la suite du travail.

Le tableau ci-dessous résume, à titre indicatif, les cinq phases du point d'arrêt (PA) définies par l'acheteur.

Phases	Transmission à l'acheteur du dossier préparatoire à la réunion technique de PA	Réunion technique de PA, entre le titulaire du marché, l'acheteur et éventuellement des personnes tierces	Transmission à l'acheteur du compte-rendu de la réunion	Transmission à l'acheteur du dossier modifié	Décision de l'acheteur de levée du PA avec ou sans remarques / prescriptions à prendre en compte pour la suite du travail
Date	T-7j	T	T+3 j ouvrés	T'	T'+7 j ouvrés

#### 3.4.2 Liste des points d'arrêts imposés par l'acheteur

PA	Situation	Document attendu
Phase 1 : Section Saint-Anne / Charencey		

1	Présentation de la méthode d'étude proposée, tous volets confondus	Note de méthodologie
2	Audit de sécurité routière	Dossier d'audit à destination de l'IGR
3	Etude socio-économique	Dossier d'étude socio-économique
4	Concertation au titre de la MECDU	Dossier de concertation MECDU
5	Etude de la solution retenue	Dossier d'études préalables
6	Constitution du dossier d'autorisation environnementale – partie demandes de dérogations auprès du CNPN – pour consultation des services	Dossier(s) provisoire(s) de demande de dérogations
7	Constitution du dossier d'autorisation environnementale – partie demandes de dérogations auprès du CNPN -	Dossier(s) finalisé(s) de demande de dérogations
8	Constitution du dossier d'autorisation environnementale – partie loi sur l'eau incluant la mise à jour des incidences Natura 2000 – pour consultation des services	Dossier provisoire « Loi sur l'eau » Dossier provisoire d'incidence Natura 2000
9	Constitution du dossier d'autorisation environnementale – partie loi sur l'eau incluant la mise à jour des incidences Natura 2000	Dossier loi sur l'eau Dossier d'incidence Natura 2000
10	Dossier d'enquête publique	Dossier d'enquête publique
11	Mise à jour du dossier d'enquête après consultation des services (CIS, AE)	Dossier d'enquête publique mis à jour
12	Supports de communication pour l'enquête publique	Panneaux d'expositions et projet de présentation
13	Réponses aux observations de la commission d'enquête	
14	Constitution du dossier programme de l'opération	Dossier programme
<b>Phase 2 : Section Mortagne-au-Perche / Tourouvre au Perche</b>		
15	Mise à jour des études rendues nécessaires	Dossiers d'études mis à jour
16	Mise à jour de l'étude d'impact	Dossier d'étude d'impact mis à jour
17	Constitution du ou des dossiers de demandes de dérogations auprès du CNPN pour consultation des services	Dossier(s) provisoire(s) de demande de dérogations
18	Constitution du ou des dossiers de demandes de dérogations auprès du CNPN	Dossier(s) finalisé(s) de demande de dérogations
19	Constitution du dossier loi sur l'eau incluant la mise à jour des incidences Natura 2000 pour consultation des services	Dossier provisoire loi sur l'eau Dossier provisoire d'incidence Natura 2000
20	Constitution du dossier loi sur l'eau incluant la mise à jour des incidences Natura 2000	Dossier loi sur l'eau Dossier d'incidence Natura 2000

21	Dossier d'enquête publique	Dossier d'enquête publique
22	Mise à jour du dossier d'enquête après consultation des services (CIS, AE, .)	Dossier d'enquête publique mis à jour
23	Supports de communication pour l'enquête publique	Panneaux d'expositions et projet de présentation
24	Réponses aux observations de la commission d'enquête	
25	Constitution du dossier des engagements de l'État	Dossier des engagements de l'État
<b>Phase 3 : Mesures compensatoires liées aux 2 sections</b>		
26	Définition des mesures compensatoires	Étude d'impact finalisée
27	Recherche des sites associés aux mesures compensatoires	Note méthodologique des recherches
28	Constitution du cahier des charges de la réalisation des mesures compensatoires	Cahier des charges de la réalisation des mesures compensatoires
<b>Phase 4 : Procédures complémentaires</b>		
29	Constitution du dossier de demande préalable à la destruction de haies et d'alignement d'arbres	Dossier de demande préalable à la destruction de haies et d'alignement d'arbres
30	Constitution du dossier de demande de permis d'aménager	Dossier de demande de permis d'aménager

### **3.5 Participation aux réunions**

Les frais de déplacement, quel que soit le lieu de la réunion et les heures de présence effective lors de ces réunions, quel que soit le nombre de participants du titulaire, sont réputés être pris en compte par les prix forfaitaires.

Dans son offre méthodologique, le prestataire :

- Pourra proposer une structuration optimisée des réunions
- Pourra proposer des réunions complémentaires
- Indiquera pour chaque type de réunion le prix d'une réunion supplémentaire

#### **3.5.1 Réunion de lancement**

Les études débiteront par une réunion dite « de lancement » au cours de laquelle le titulaire du marché devra présenter en détails la méthodologie qu'il souhaite mettre en œuvre pour réaliser sa prestation ainsi que le planning prévisionnel de réalisation incluant les différentes phases de production, de concertation et de validation inclus dans les délais contractuels.

Le planning prévisionnel devra tenir compte des étapes clés que sont les enquêtes publiques des sections Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche (enquête publique pour l'Autorisation Environnementale) et Saint-Anne / Charencey (enquête publique unique Déclaration d'Utilité Publique et Autorisation Environnementale). La méthodologie du titulaire du marché s'appuiera sur la note méthodologique présentée dans son offre (Cf. règlement de la consultation) et sur d'éventuels compléments.

La réunion de lancement nécessite la présence de l'ensemble de l'équipe projet à savoir le chef de

projet ainsi que les principaux chargés d'affaires mentionnés dans le plan d'assurance qualité. Cette réunion sera également l'occasion pour l'acheteur de répondre aux premières interrogations du titulaire.

### 3.5.2 Réunions techniques du groupe de travail

Le titulaire s'engage, pour chaque étape du projet, à se rendre aux convocations de l'acheteur avec son chef de projet et ses chargés d'études. Les dates de réunion seront déterminées avec un préavis minimal de 10 jours ouvrés. Les réunions se dérouleront majoritairement en visioconférence.

Ces réunions seront organisées :

- Aux phases charnières de la prestation, lors de points d'arrêt notamment avec pour objet de valider sur la forme et sur le fond la réalisation des prestations à venir ou écoulées.
- Aux phases intermédiaires, pour maintenir une connaissance continue de l'avancement des études pour l'acheteur

Afin d'optimiser l'efficacité de ces réunions, chacune sera précédée de l'envoi, 7 jours ouvrés au plus tard avant la réunion, des documents nécessaires à l'acheteur pour la complète information et compréhension de l'avancement des études et de l'exposé des interrogations soulevées ou problèmes survenus. À partir de ces documents, l'acheteur rédigera un ordre du jour pour chaque réunion. Celui-ci sera diffusé à l'ensemble des participants 2 jours ouvrés avant la réunion.

Le titulaire du marché devra réaliser la présentation de son travail sur la base de supports adaptés (type diaporama) et présentera à chaque réunion le planning détaillé du déroulement des prestations mis à jour.

Après chaque réunion et dans les 3 jours ouvrés, le titulaire devra adresser à l'acheteur un compte-rendu où il sera noté :

- L'état détaillé d'avancement de l'étude et le planning du déroulement des prestations ;
- Les questions traitées lors de la réunion ;
- Les nouvelles directives de l'acheteur.

L'acheteur rectifiera ou complètera en tant que de besoin le compte rendu puis en assurera la diffusion.

Le bureau d'études fera généralement en sorte que l'acheteur soit régulièrement informé de l'avancement et de l'élaboration des pièces des dossiers, via des échanges mails/téléphoniques/visioconférence/GED.

### 3.5.3 Réunions de concertation continue

**Comité technique :** Le titulaire du marché, a minima le chef de projet, devra assister à chacune de ces réunions qui se dérouleront majoritairement dans l'Orne, soit en Préfecture à Alençon, soit en sous-préfecture à Mortagne-au-Perche.

Le chef de projet se fera accompagner, en fonction de l'ordre du jour de la réunion, des personnes qu'il jugera nécessaire afin d'être en capacité de répondre aux questions éventuelles des membres du comité technique. Le titulaire du marché participera activement à la préparation de la réunion, notamment par la réalisation d'un diaporama, et à son animation. Le diaporama sera transmis 7 jours ouvrés minimum avant la date de la réunion. Les modifications éventuelles demandées par l'acheteur devront être réalisées sous 2 jours ouvrés.

Au total, dans le cadre de l'ensemble de la mission, 10 réunions du comité technique sont à prévoir.

**Comité de pilotage :** Sur demande expresse de l'acheteur, le titulaire du marché sera tenu d'assister à tout ou partie de ces réunions qui se dérouleront majoritairement dans l'Orne, soit en Préfecture à Alençon, soit en sous-préfecture à Mortagne-au-Perche.

Au total, dans le cadre de l'ensemble de la mission, 10 réunions du comité de pilotage sont à prévoir.

### **3.6 Décomposition du marché en tranches**

Le marché est décomposé en 1 tranche ferme et 11 tranches optionnelles :

- Tranche ferme : Ensemble des prestations relatives aux études préalables de la section Saint-Anne / Charencey, ainsi que les prestations relatives à la définition et recherche des mesures compensatoires nécessaires aux deux sections ;
- Tranche optionnelle 1 : Ensemble des prestations relatives à la constitution du dossier d'autorisation environnementale, (dérogations liées à la destruction potentielle et au déplacement d'espèces protégées, et dossier Loi sur l'Eau) de la section Saint-Anne / Charencey ;
- Tranche optionnelle 2 : Ensemble des prestations relatives à l'assistance à la maîtrise d'ouvrage durant la phase d'enquête publique unique (DUP + Autorisation Environnementale) de la section Saint-Anne / Charencey et la constitution du dossier des engagements de l'État ;
- Tranche optionnelle 3 : Ensemble des prestations relatives à la constitution du programme de l'opération Saint-Anne / Charencey ;
- Tranche optionnelle 4 : Ensemble des prestations relatives aux mises à jour des études de la section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche (Inventaires FFHZZH, Incidences Natura 2000 par ex) rendues nécessaires, ainsi que la mise à jour de l'étude d'impact de la section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche ;
- Tranche optionnelle 5 : Ensemble des prestations relatives à la constitution du dossier d'autorisation environnementale, (dérogations liées à la destruction potentielle et au déplacement d'espèces protégées, et dossier Loi sur l'Eau) de la section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche ;
- Tranche optionnelle 6 : Ensemble des prestations relatives à l'assistance à la maîtrise d'ouvrage durant la phase d'enquête publique Autorisation Environnementale de la section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche et la constitution du dossier des engagements de l'État ;
- Tranche optionnelle 7 : Ensemble des prestations relatives à la constitution du cahier des charges de réalisation des mesures compensatoires liées aux deux sections ;
- Tranche optionnelle 8 : Assistance à maîtrise d'ouvrage en cas de recours suite aux enquêtes publiques
- Tranche optionnelle 9 : Ensemble des prestations relatives à l'élaboration de la demande préalable à la destruction de haies et d'alignements d'arbres (au titre du L151-23 du Code de l'Urbanisme)
- Tranche optionnelle 10 : Constitution du permis d'aménager dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou aux abords des monuments historiques
- Tranche optionnelle 11 : Réalisation des permis de démolir



### **3.7 Modalités de rendu / livrables**

#### **3.7.1 Contenu et présentation des documents écrits**

La nature générale du rendu attendu est décrite dans la suite du présent CCTP pour chaque phase d'étude. De manière générale, les dossiers et rapports produits devront être conformes sur le fond et sur la forme aux textes réglementaires en vigueur, respecter les règles de l'art et les indications contenues dans l'**instruction technique, dans sa dernière version disponible (version du 29 juillet 2025 au jour de la rédaction du présent marché)**, qui découle de l'**instruction gouvernementale du 29 avril 2014** du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national.

Le présent CCTP ne reprend pas l'ensemble des dispositions de l'instruction technique, celles-ci n'en sont pas moins applicables. Dans le déroulé des études, le contenu précis pourra être adapté ou complété sur propositions du prestataire validées par l'acheteur, ou à la demande de l'acheteur.

Les études prendront en compte l'ensemble de la réglementation et des guides de bonnes pratiques existants, ceux-ci n'étant pas nécessairement listés exhaustivement dans le présent CCTP.

Les dossiers doivent respecter la charte graphique du Ministère qui sera fournie au lancement de la prestation.

Les documents écrits seront rédigés de façon claire et aérée, accompagnés de schémas et tableaux nécessaires à la compréhension. Un soin particulier sera apporté à la rédaction (orthographe et grammaire).

Les documents écrits (notices, documents explicatifs, tableaux, petits schémas, etc.) peuvent être au format A4 (portrait ou paysage) ou éventuellement en A3 paysage.

Les plans seront établis à une échelle compatible avec le degré de précision nécessaire pour une représentation fiable des informations, sous format permettant une utilisation pratique des dossiers. Les plans devront avoir un format multiple du A4 vertical et seront remis coupés et pliés à ce format. Chaque nouvelle version devra être clairement distinguée de la précédente, que ce soit dans le titre du fichier ou bien dans le cartouche du document réservé à cet effet.

Concernant la bibliographie, le titulaire s'engage à citer les sources des études et recherches qu'il sera conduit à utiliser pour la réalisation de l'étude faisant l'objet de la présente commande. Les documents utilisés doivent être identifiés de façon détaillée dans la bibliographie, **en utilisant les normes d'usage**. Chaque référence complète apparaissant dans la bibliographie doit correspondre à au moins une référence dans le document. Inversement, toute référence dans le corps du document doit correspondre à une référence complète dans la bibliographie. Le lecteur qui voudrait en savoir plus sur le point abordé doit pouvoir identifier sans ambiguïté le document en question. Ces principes devront aussi être appliqués pour les références internet qui méritent d'être citées.

#### **3.7.2 Données informatisées**

Les données informatiques seront transmises par l'intermédiaire de la gestion électronique de documents (cf. article 3.7.4 ci-dessous)

Les fichiers à remettre seront aux formats suivants, réputés compatibles avec le matériel informatique des services de l'État et intégrables dans ses programmes de calculs et ses logiciels de projets routiers :

- Fichiers contenant des éléments « graphiques » :
  - Format DWG
  - Données SIG : formats Shape (.shp), les fichiers de mise en forme cartographique seront aussi fournis (format .qgs pour QGIS)
- Fichiers contenant des éléments « texte » et des « tableaux » : compatible format Libre Office, Word, Collabora
- Autres fichiers : Formats JPEG, PNG, BITMAP pour les images et PDF pour les documents

Certains documents pourront être remis suivant différents formats informatiques pour faciliter leur exploitation (exemple : texte en .DOC, .SXW et .PDF) suivant les demandes de l'acheteur et en fonction des usages ultérieurs qui pourront en être faits.

Toutes les dispositions devront être prises pour que l'acheteur soit en mesure de modifier tout élément qu'il jugera nécessaire dans les fichiers remis après la réception desdits documents. Ainsi les formats des fichiers et l'élaboration des fichiers dans les logiciels devront respecter les prescriptions de l'acheteur (ex : utilisation des styles, formats, entêtes et pieds de page des fichiers sous traitement de texte... ou encore sous AUTOCAD<sup>TM</sup> ou MX ROAD<sup>TM</sup>. L'organisation des calques, l'utilisation des couleurs, etc. ...). Toutes ces prescriptions seront calées au lancement des études.

Le prestataire remettra, selon les besoins, en cours d'étude, puis sous une forme finalisée en fin de prestation, l'ensemble des différents fichiers numériques sources des cartographies, illustrations, dessins, données de conception, notes de calcul... produits au cours de la prestation ainsi que l'ensemble des données extérieures obtenues et utilisées durant la mission.

### **3.7.3 Nombre d'exemplaires à fournir**

Le titulaire devra fournir pour chacun des documents prévus au marché :

- Dossiers provisoires : un exemplaire informatisé suivant les spécifications décrites ci-dessous (utilisation de la GED),
- Dossiers de rendu définitifs : 1 exemplaire papier qui répondent aux préconisations environnementales du marché et un exemplaire numérique via la GED.

### **3.7.4 Gestion électronique de documents (GED)**

Le titulaire (son mandataire en cas de groupement d'entreprises) mettra en place un outil d'échanges de données informatisées (GED) pendant la durée de l'exécution des prestations du marché et selon des modalités définies dans le cadre du plan d'assurance qualité.

Il soumettra, à la validation de l'acheteur, l'architecture associée à la GED et la nomenclature de nommage des documents et plans.

Le titulaire dispensera, si nécessaire, aux représentants de l'acheteur, une formation à l'utilisation de ladite plateforme.

Pour une meilleure organisation, le titulaire (l'ensemble des co-traitants en cas de groupement) et ses sous-traitants seront tenus de désigner au moins un référent GED qui devra prendre connaissance des modalités de fonctionnement, maîtriser les fonctionnalités, respecter et faire respecter les règles associées et veiller à la qualité des données déposées sur la GED.

Le téléversement par le titulaire de l'ensemble des documents élaborés dans le cadre du présent marché est obligatoire.

L'acheteur aura un accès à cet outil pour l'intégralité des documents versés.

Le titulaire veillera également au maintien à jour de ces documents au dernier indice.

L'utilisation de la plateforme est une obligation contractuelle.

Pour des raisons de traçabilité et de responsabilité, les échanges documentaires entre les différents

acteurs du marché doivent se faire sur la GED. Les circuits parallèles (hors GED) n'ont aucune valeur contractuelle.

### **3.8 Coordination de la mission**

Le titulaire du marché devra assurer d'une part les prestations d'ordonnancement, de pilotage, de coordination et d'ensemblage de l'ensemble des volets et d'autre part les prestations de contrôles externes de la qualité technique des dossiers produits dans le cadre du présent marché par lui-même, ses co-traitants et ses sous-traitants.

Il harmonisera dans le temps et l'espace l'action des divers intervenants, prendra en compte les remarques formulées par l'acheteur et tiendra également compte des enseignements des phases de concertation. Par ailleurs, il veillera à l'homogénéisation des dossiers produits : charte graphique, formats des productions et format des fichiers informatiques.

### **3.9 Gestion de la qualité**

#### **3.9.1 Contrôle intérieur**

La gestion de la qualité des études remises est un point auquel l'acheteur attache une grande importance et que le bureau d'études devra traiter de manière rigoureuse.

Cette gestion se traduit en particulier par la formalisation du contrôle et du suivi effectués par le bureau d'études.

#### **Objectifs de la gestion de la qualité**

**En matière de contrôle**, des procédures établies par le bureau d'études permettront de vérifier que les études ont été menées en respectant un référentiel technique des normes et règles du domaine concerné.

Ces procédures de contrôle répondent à deux finalités :

- S'assurer que les « bonnes » questions ont été posées, et enregistrer les réponses à ces questions. En ce sens, elles constituent un enregistrement qualité du projet. Il est indispensable pour s'assurer de la réalité du suivi des procédures. De plus, il permet au concepteur de connaître les questions à se poser, et donc d'éviter des oublis qu'il serait amené à corriger par la suite.
- Enregistrer les « risques » détectés lors d'une étape, pour traitement dans l'étape suivante.

**En matière de suivi**, un aspect important de la démarche qualité est la mise en place d'une traçabilité des décisions prises. L'un des intérêts de la traçabilité est de s'assurer de la bonne prise en compte, lors de chaque étape de l'opération routière, des éléments issus des étapes antérieures (« reprise de l'antériorité »).

En conséquence, les décisions prises pendant le déroulement de la mission devront être documentées (date, motif, conséquences) et justifiées. La trace de ces décisions sera conservée pendant tout le déroulement du projet, afin de ne pas remettre en cause une décision antérieure par simple ignorance de ses motifs.

L'enregistrement des résultats des contrôles participe également au suivi du projet.

Afin d'assurer la traçabilité, chaque document ou plan, et chaque version de ceux-ci, doit être identifiée de manière unique.

### **Modalités pratiques :**

Le titulaire du marché présentera le plan « assurance-qualité » qu'il compte mettre en œuvre à tous les stades d'élaboration de sa mission. Ce document devra être remis par le titulaire du marché au stade de la remise des offres lors de l'appel d'offres. Le plan d'assurance qualité constituera une pièce contractuelle du marché.

Dans le cadre de ce PAQ, le bureau d'études établira des procédures spécifiques d'exécution ainsi qu'un plan de contrôle pour chaque nature de prestation. Le contrôle intérieur, à la charge du prestataire, comprend le contrôle interne et le contrôle externe.

Le contrôle intérieur (interne et externe) est réalisé par le prestataire. Il est demandé au bureau d'études de vérifier (contrôle interne) et de faire vérifier (contrôle externe) le contenu des études en formalisant ces contrôles. L'attention du candidat est portée sur le fait que l'ensemble des documents transmis à l'acheteur devront avoir fait l'objet d'un contrôle intérieur (interne + externe), et qu'une trace de ce contrôle devra être explicitement portée à la connaissance de l'acheteur (par exemple sous la forme d'un cartouche sur la seconde page du document indiquant le nom du contrôleur et son visa, la date du contrôle). Le contrôle intérieur porte aussi bien sur les documents finalisés (qui constitueront les pièces officielles du dossier) que sur les documents de travail, qui devront également porter la mention du contrôle avant leur transmission à l'acheteur.

Les informations relatives à la gestion de la qualité seront à compiler progressivement tout au long de l'élaboration des études au travers notamment des fiches de suivi à compléter après chaque réunion (réunion de concertation, points d'arrêt et avancement) et d'un « dossier récapitulatif qualité » (compilation des documents essentiels à conserver).

Le dossier récapitulatif Qualité de chaque tranche contiendra :

- Fiches de suivi des étapes précédentes ;
- Commandes ;
- Fiche de suivi de l'étape en cours ;
- Comptes-rendus des réunions de points d'arrêt et de concertation ;
- Modalités (PAQ), résultats des contrôles et des suites données ;

Une version informatique du dossier récapitulatif qualité seront remises à la fin de chaque tranche par le titulaire l'acheteur. L'acheteur peut demander une version provisoire au prestataire si besoin, avant finalisation des prestations de la tranche.

La vérification de la gestion de la qualité et du contrôle intérieur du bureau d'études sera faite tout au long de la mission par l'acheteur.

### **3.9.2 Contrôle extérieur**

L'acheteur effectuera un contrôle extérieur des différents volets d'études et dossiers d'autorisations. Il appartiendra au titulaire de prendre connaissance des observations du contrôle extérieur, de proposer les réponses à l'acheteur et d'assurer l'intégration des réponses validées par l'acheteur dans les études et dossiers considérés.

## **4 CADRE GÉNÉRAL DES ÉTUDES**

### **4.1 Cadre général des productions**

Les règlements et directives applicables aux prestations sont ceux de l'État français, notamment édictés par le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation.

Les études et dossiers seront réalisés selon les recommandations et règles figurant dans l'**instruction gouvernementale du 29 avril 2014** du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Énergie fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national et dans l'**instruction technique**, dans sa dernière version (29 juillet 2025 à la date de rédaction du présent CCTP), qui en découle.

Les études thématiques seront menées en conformité avec l'ensemble des textes applicables pour chaque thème au moment des études.

Le présent CCTP n'a pas vocation à rappeler l'ensemble des dispositions contenues dans cette instruction technique.

L'aire d'étude devra être assez large pour pouvoir aborder l'ensemble des problématiques à considérer. Notamment, on pourra s'accorder sur un périmètre d'étude commun à chaque thème tout en sachant que chaque thème pris isolément ne requiert pas (réglementairement) la même aire d'étude. C'est au titulaire qu'il appartient de proposer les différents périmètres d'études pertinents en fonction des thèmes. Ces périmètres feront l'objet d'une validation par la DREAL.

Le titulaire veillera tout particulièrement à assurer une cohérence et une concordance technique maximales entre les différentes productions :

- Une parfaite intégration des éléments techniques au moment opportun,
- Une forme appropriée à chaque dossier,
- Un travail manifeste par itérations successives,
- Une bonne gestion du chemin critique (en s'appuyant sur le calendrier contractuel)

Le directeur et le chef de projet ont ici un rôle déterminant : il leur faudra veiller à la bonne maîtrise des éléments techniques et à leur utilisation opportune. Ils auront également en charge l'ordonnancement, le pilotage et la coordination de la mission dans sa globalité ainsi que les missions de contrôles externes sur la qualité technique et juridique des dossiers produits dans le cadre du présent marché. Ils harmoniseront dans le temps et l'espace l'action des bureaux d'études intervenant lors des différentes prestations.

Le planning fourni devra révéler cette démarche même si celui-ci ne traduit pas obligatoirement les itérations successives qui seront nécessaires.

### **4.2 Documents remis au titulaire**

L'ensemble des études et dossiers listées au 2-4 font partie des entrants à la mission et seront fournis au titulaire.

### **4.3 Documents de référence**

La liste non exhaustive ci-dessous, énumère les documents de référence à utiliser dans le cadre de la prestation.

Ces documents constituent la base documentaire pour la réalisation du projet. D'autres guides, instructions, recommandations seront nécessaires au titulaire sur des points particuliers. Celui-ci appliquera les dernières recommandations en vigueur.

Il est attiré l'attention des candidats sur **l'instruction du gouvernement du 29 avril 2014 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissements et de gestion sur le réseau routier national et l'instruction technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissements et de gestion sur le réseau routier national dans sa dernière version** (à ce jour celle du 29 juillet 2025 – elle fait l'objet de mises à jours réguliers en fonction de l'évolution de la réglementation). En effet il sera fait référence de manière quasi-systématique à ces documents pour l'élaboration des différents rendus, tant sur la forme que sur le fond, et la conduite des études et procédures.

Textes officiels	Instruction du gouvernement du 29 avril 2014 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissements et de gestion sur le réseau routier national
Textes officiels	Instruction technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissements et de gestion sur le réseau routier national dans sa dernière version (à ce jour celle du 29 juillet 2025)
<b>Thème infrastructure : géométrie, sécurité, signalisation</b>	
Textes officiels	Instruction du Gouvernement du 13 juillet 2015 portant sur les conditions techniques d'aménagement des autoroutes de liaison
Textes officiels	Instruction interministérielle sur la signalisation routière. Livre I. Éditions du J.O. Référence 5346
Textes officiels	Circulaire 82-31 du 22 mars 1982 relative à la signalisation de direction et <b>circulaire n° 95-13 du 6 janvier 1995 relative à la signalisation de direction sur les autoroutes et routes express</b>
Textes officiels	Circulaire du 17 octobre 1986 relative au dimensionnement de la hauteur des ouvrages routiers
Textes officiels	Circulaire du 22 décembre 1992 relative à la qualité de la route
Textes officiels	Circulaire n°2001-30 du 18 mai 2001 relative à l'instauration du contrôle de sécurité des projets routiers
Textes officiels	Circulaire du 13 avril 2012 portant instruction pour la mise en œuvre d'audits de sécurité routière pour les opérations d'investissement sur le réseau routier national
Guide technique	ARP – Aménagement des Routes Principales. Guide technique. CEREMA, 2022
Guide technique	Les échangeurs sur routes de type « autoroute ». Guide technique. Setra, août 2013 (mise à jour 2021).
Guide technique	"Dispositifs de retenue routiers marqués CE sur les OA » – guide technique – SETRA 2014
Guide technique	Vélo Aménagements – Recommandations et retours d'expériences – CEREMA février. 2019, 12p.
Guide technique	Traitement des obstacles latéraux sur les routes principales hors agglomération – guide technique. SETRA, 2002,131p
Guide technique	Contrôle de sécurité des projets routiers – Éléments de démarche qualité pour une meilleure prise en compte de la sécurité – SETRA, mars 2005
Guide technique	Audits de sécurité routière, CEREMA, 2012
<b>Thème études et environnement général</b>	
Guide méthodologique	L'étude d'impact – Projets d'infrastructures linéaires de transport, CEREMA, 2016, mise à jour 2020
<b>Thème eau et zones humides</b>	
Textes officiels	La directive cadre sur l'eau (DCE) 2000/60/CE du 23 octobre 2000 et sa retranscription en droit français.
Textes officiels	Circulaire du 18 janvier 2010 relative à la délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R.211-108 du Code de l'environnement
Guide technique	Guide technique de l'assainissement routier, SETRA, octobre 2006, 90p
Guide technique	L'eau et la route, volumes 1 à 4, SETRA, novembre 2004
Guide technique	Guide « Pollution d'origine routière, conception des ouvrages de traitement des eaux », Sétra, 2007
Guide technique	Guide « Directive cadre eau et enjeux liés à l'eau dans les projets routiers », Sétra 2015
Guide technique	Guide « Cours d'eau et ponts », Sétra, 2007
Guide technique	Guide Infrastructures linéaires et zones humides – quels enjeux – quels solutions ? Setra 2012
Guide technique	<b>Nomenclature de la loi sur l'eau – Application aux infrastructures routières</b> , juin 2004
Guide technique	<b>Nomenclature de la loi sur l'eau – Application aux infrastructures routières - Addendum au guide</b> , 2008



Domaine	Document
<b>Thème milieux naturels</b>	
Textes officiels	Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Articles 121 et 122, codifiés aux articles L. 371-1 et suivants du Code de l'environnement et articles 13 à 19, modifiant les articles L. 113-1 et suivants, l'article L. 121-1, les articles L. 121-9 et suivants, les articles L. 122-1 et suivants et les articles L. 123-1 et suivants du Code de l'urbanisme)
Rapport d'étude	Natura 2000 et infrastructures de transport ; Recommandations pour l'évaluation des incidences (CEREMA, nov 2020)
Guide technique	Document d'orientation sur la protection stricte des espèces animales d'intérêt communautaire en vertu de la directive « Habitat » 92/43/CEE », Commission Européenne, février 2007
Guide technique	Les passages à faune : Préserver et restaurer les continuités écologiques avec les infrastructures linéaires de transport, CEREMA, février 2022
Guide technique	Guide Européen « Fragmentation des habitats due aux infrastructures de transport », version française, Sétra, 2007
Note d'information	Note d'information n°78 « Natura 2000 – principes d'évaluation des incidences des infrastructures de transports terrestres » Sétra, juin 2007
Note d'information	Note d'information n°74 « Mesures de limitation de la mortalité de la chouette effraie sur le réseau routier », Sétra, avril 2006
Note d'information	Note d'information n°76 « Les mustélidés semi-aquatiques et les infrastructures routières et ferroviaires », Sétra, décembre 2006, mai avril 2007
Note d'information	Note d'information n°79 « Biodiversité et infrastructures de transport terrestres », Sétra, septembre 2007
Note d'information	Note d'information n°86 « Clôture routières et faune, critère de choix et recommandations d'implantation », Sétra, septembre 2008
Note d'information	Note d'information n°91 « Chiroptères et infrastructures de transports terrestres – Menaces et actions de préservation », Sétra, novembre 2011.
Note d'information	Note d'information n°95 « Infrastructures de transports, biodiversité et territoire – L'apport de l'écologie du territoire », Sétra, décembre 2011.
<b>Thème paysage</b>	
Guide technique	Mémento lisibilité – contribution à une compréhension de la conduite par une approche territoriale – SETRA, octobre 2006, 64p
Guide technique	Guide « Infrastructures de transports et projets de paysage », Sétra, 2008
Note d'information	Note d'information n°90 « Insertion d'une infrastructure de transport, concilier assainissement et enjeux de paysage », Sétra, septembre 2009
Rapport d'études	Merlons, écrans et paysage routier, Sétra, mars 2003.
<b>Thème air et santé</b>	
Textes officiels	Décret n°2002-213 du 15 février 2002 relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites – Ministère de l'Environnement – 2002.
Textes officiels	Circulaire n°98-36 du 17 février 1998 relative à l'application de l'article 19 de la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie complétant le contenu des études d'impacts des projets d'aménagement – Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'environnement – 1998.
Textes officiels	Circulaire interministérielle n° DGS/SD7B/2005/273 du 25 février 2005 relative à la prise en compte des effets sur la santé de la pollution de l'air dans les études d'impact des infrastructures routières.
Note technique	Note technique du 22 février 2019 relative à la prise en compte des effets sur la santé de la pollution de l'air dans les études d'impacts des infrastructures routières
<b>Thème archéologie</b>	
Textes officiels	Circulaire n°2004/025 du 24 novembre 2004 relative à l'archéologie préventive dans le cas des infrastructures linéaires de transports
<b>Thème bruit</b>	
Textes officiels	Circulaire DR – DTT – DPPP – DIV du 25 mai 2004 relative au bruit des infrastructures de transports terrestres
Guide technique	« Bruit et études routières, Manuel du chef de projet », Sétra – Certu, 2001



<b>Domaine</b>	<b>Document</b>
Guide technique	« Écrans et protections acoustiques – Guide du maître d’ouvrage et du maître d’œuvre », CEREMA, 2022
Guide technique	Les études d’environnement dans les projets routiers interurbains – Partie « Bruit » [références : voir rubrique « Etudes globales d’environnement »] – Bruit des infrastructures routières.

### **5.1 Tranche ferme : Études préalables de la section Saint-Anne / Charencey ; Recherche et définition des mesures compensatoires des deux sections**

#### **5.1.1 Principes**

Les études préalables ont pour objectifs :

- De permettre une conception technique conforme aux instructions en vigueur et aux règles de l'art ;
- De répondre aux exigences des différentes étapes fixées par les procédures réglementaires en vigueur.

Pour cela, s'agissant de la variante choisie dans les études précédentes, il convient de :

- Déterminer ses caractéristiques principales ;
- Déterminer ses impacts et les mesures permettant de les éviter, de les réduire et, si nécessaire, de les compenser ;
- Déterminer le coût avec une bonne fiabilité ;
- Procéder au bilan socio-économique et des effets en matière d'aménagement du territoire.

En matière de procédures réglementaires, il s'agit de permettre :

- L'audit de sécurité routière en phase de conception détaillée ;
- La tenue de la concertation inter-service (CIS)
- La transmission des dossiers d'évaluation socio-économique du projet à destination du Secrétariat Général Pour l'Investissement (SGPI) ;
- La saisine de l'Autorité Environnementale (AE-IGEDD)
- La tenue de l'Enquête Publique unique.

#### **5.1.2 Les différentes étapes de la tranche ferme**

##### ***5.1.2.1 La réalisation/mise à jour des études de la variante étudiée***

Dans un premier temps, le titulaire établira une note méthodologique pour l'ensemble des volets à étudier dans le cadre des études préalables nécessaires de la variante étudiée.

Cette note méthodologique fera l'objet d'une validation par l'acheteur.

Le titulaire du marché réalisera l'ensemble des études permettant de définir les caractéristiques du projet, ainsi que ses impacts positifs et négatifs, sur l'environnement notamment. Ces études feront l'objet d'un travail itératif permettant d'optimiser le projet.

##### ***5.1.2.2 La constitution du dossier d'études préalables***

Cette phase a pour objectif la constitution du dossier d'études préalables de la section Saint-Anne / Charencey, conformément à l'Instruction Technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national, sur la base des études produites à l'étape précédente. (Pour mémoire, la géométrie est produite par la DIRNO et sera transmis au titulaire)

##### ***5.1.2.3 La constitution du dossier d'évaluation socio-économique à destination***

## ***du SGPI***

Cette phase a pour objectif la constitution du dossier d'évaluation socio-économique qui sera transmis au SGPI, à partir du volet d'études socio-économiques du dossier d'études préalables.

### ***5.1.2.4 La constitution du dossier d'audit de sécurité routière en phase de conception détaillée***

Cette phase a pour objectif, à partir des études préalables réalisées, la constitution d'un dossier d'audit de sécurité routière en phase de conception détaillée, conforme à l'Instruction Technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national et au Guide Méthodologique « Audits de sécurité routière » du CEREMA.

### ***5.1.2.5 La constitution du dossier de concertation MECDU***

Cette phase a pour objectif, conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme, la constitution du dossier de concertation de mise en compatibilité des documents d'urbanisme.

### ***5.1.2.6 La définition des mesures compensatoires des deux sections***

Cette phase a pour objectif la définition des mesures compensatoires nécessaires sur les deux sections du projet.

Pour la section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche, le titulaire se basera sur les études et dossiers produits (par SEGIC Ingénierie, titulaire du marché d'études et procédures amont de la section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche), qui seront fournis suite à la clôture de l'enquête publique préalable à la DUP début 2026 (date au moment de l'écriture de ce présent marché).

Pour la section Saint-Anne / Charencey, le titulaire se basera sur les études qu'il aura lui-même menées (études préalables et étude d'impact notamment).

### ***5.1.2.7 La recherche des sites associés aux mesures compensatoires***

Cette phase a pour objectif, suite à la définition des mesures compensatoires nécessaires définies à la phase précédente, de permettre l'identification de parcelles pouvant convenir aux mesures de compensations nécessaires pour la réalisation du projet.

## **5.1.3 Les études par thème**

### ***5.1.3.1 Estimation***

Le prestataire dressera une annexe spécifique relative à la maîtrise des coûts du projet, où l'enveloppe prévisionnelle du projet (EPP) sera mise à jour, suite à l'optimisation de la variante retenue. L'estimation sera produite en utilisant impérativement les cadres annexés à l'instruction technique, ces cadres étant spécifiques au niveau d'étude concerné.

Ce sous-dossier comprendra :

- un rapport associé à l'estimation et reprenant :
  - les hypothèses utilisées pour le chiffrage au titre des quantités et des prix
  - les marges prises en compte sur les quantités et les prix par rapport aux appels d'offres portant sur des travaux de même nature, réalisés sur une période récente
  - la façon dont l'estimation intègre les risques divers, en précisant la nature de ces risques et l'évaluation de leur portée financière. Il précisera notamment :
    - SAV : somme à valoir = imprécisions sur les études

- QAV : quantités à valoir = imprécisions sur les métrés
- PAI : provisions pour aléas et imprévus = risques liés à l'exécution des travaux
- les conditions de réalisation qui par leur caractère particulier ont un impact sensible sur l'estimation
- la description du découpage en éléments fonctionnels
- les optimisations financières recherchées
- la méthode de calculs des métrés. Le détail de l'ensemble des métrés sera fourni en annexe.
- Un plan synoptique précisant de façon claire le découpage en éléments fonctionnels
- Le cadre détaillé de l'estimation, qui sera conforme aux cadres annexés à l'instruction technique

Pour le cadre des estimations, le titulaire se référera au cadre-type niveau études préalables issu de l'instruction technique, version du 29 juillet 2025, relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national.

### **5.1.3.2 Notice Assainissement**

La tranche ferme du présent marché consiste en l'élaboration de la notice assainissement du dossier de l'opération, conformément à l'instruction technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national, version en date du 29 juillet 2025. L'organisation pour l'élaboration de ce dossier est la suivante :

- La DIRNO/SIR réalise le tracé de la section Saint-Anne / Charencey
- Le titulaire du présent marché réalise le sous-dossier assainissement

Les études de projet comprennent l'ensemble des études et plans nécessaires pour permettre la consultation des entreprises. Elles ont pour objet la mise au point et le détail des éléments des études préalables, et doivent permettre la confirmation notamment :

- de l'implantation des ouvrages ;
- des principes constructifs : terrassements, étanchéité, génie-civil, matériels, technologie, etc. ;
- des interactions éventuelles avec d'autres réseaux, aménagements, etc...

#### **Note d'hypothèse**

A l'issue de la phase de prise de connaissance du dossier et du contenu des données d'entrée fournies par l'acheteur, le titulaire rédigera une note d'hypothèse, qui contiendra :

- l'analyse des données d'entrée et les éventuels besoins en données supplémentaires ;
- les hypothèses à envisager pour le déroulement des études de niveau PROJET, affinées par rapport au contenu de l'offre du titulaire ;
- le programme des études de niveau PROJET, affiné par rapport au contenu de l'offre du titulaire : contenu technique et planning associé.

#### **Études du réseau d'assainissement**

Les études de niveau projet du réseau d'assainissement doivent pouvoir notamment :

- confirmer le type de réseau prévu au stade des études préalables : nature (canalisations, caniveaux, bordures de trottoir, etc...), dimensions vis-à-vis de l'impluvium calculé, etc... ;
- confirmer l'implantation des ouvrages : vérification des fils d'eau, des débits associés, de l'implantation des regards, des dispositions mise en œuvre en cas de croisement d'un réseau existant, etc... ;
- définir précisément les matériels utilisés : ouvrages en béton, PEHD ; type de regard envisagé,

nature du lit de pose et du remblaiement, etc...

- définir les dispositions constructives du réseau : tranchée ouverte, terrassements classiques, tunnelier, etc...

La définition et l'implantation des réseaux sur les ouvrages d'art devront faire l'objet d'échanges avec le bureau d'études responsable des études de projet des ouvrages d'art. Une attention particulière devra être portée à la définition des raccordements entre l'assainissement sur ouvrage d'art et hors ouvrage d'art.

La mission du titulaire comprend la vérification altimétrique et technique du raccordement aux réseaux existants. C'est le cas notamment pour le raccordement des sorties des bassins et des bypass aux exutoires.

Les études de niveau projet devront également permettre d'affiner le phasage de construction du réseau d'assainissement. Le titulaire devra notamment définir, le cas échéant, des phases provisoires et/ou des systèmes d'assainissement provisoires.

### ***5.1.3.3 Déclassement de routes nationales, reclassements de routes départementales***

Le titulaire établira une notice décrivant les voiries à déclasser dans le domaine départemental ou communal. Il indiquera également le classement de chacune des voies à réaliser dans le cadre du projet. Ces éléments seront issus de la sollicitation des collectivités par l'acheteur.

Un plan au 1/5000<sup>ème</sup> explicitera le contenu de la note et les principes de classement/déclassement retenus.

Le coût de ces classements et déclassements devra être évalué pour intégration à l'estimation.

### ***5.1.3.4 Études environnementales***

Pour ces thématiques (Milieux naturels, milieu humain, agriculture, sylviculture, Paysage et patrimoine, patrimoine archéologique), se référer au fascicule 1 « Etudes Environnementales » du CCTP.

### ***5.1.3.5 Bruit***

Pour cette thématique, se référer au fascicule 2 du CCTP

### ***5.1.3.6 Qualité de l'air et santé***

Pour cette thématique, se référer au fascicule 2 du CCTP

### ***5.1.3.7 Sécurité routière***

Pour cette thématique, se référer au fascicule 3 du CCTP.

### ***5.1.3.8 Études de trafic***

Pour cette thématique, se référer au fascicule 3 du CCTP.

### ***5.1.3.9 Études socio-économiques***

Pour cette thématique, se référer au fascicule 3 du CCTP.

### ***5.1.3.10 Études hydrologiques et hydrauliques***

Pour cette thématique, se référer au fascicule 4 du CCTP.

### **5.1.3.11 Études géotechniques**

Pour cette thématique, se référer au fascicule 6 du CCTP.

### **5.1.4 Réunions**

A minima, dans le cadre de l'ensemble de la tranche ferme, 60 réunions du groupe de travail (y compris la réunion de lancement) sont à prévoir.

## **5.2 Tranche optionnelle n°1 : Ensemble des prestations relatives à la constitution du dossier d'autorisation environnementale, (dérogations liées à la destruction potentielle et au déplacement d'espèces protégées, et dossier Loi sur l'Eau) de la section Saint-Anne / Charencey**

### **5.2.1 Constitution du dossier d'autorisation environnementale – dossiers de demandes de dérogations liées à la destruction potentielle et au déplacement d'espèces protégées auprès du Conseil Naturel de Protection de la Nature**

La mission consiste en la réalisation d'un dossier de demande de dérogations liées à la destruction potentielle et au déplacement d'espèces protégées au titre des articles L.411-1 et L.411-2 du Code de l'environnement, en vue d'une présentation devant le Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN).

Le dossier s'appuiera sur la circulaire DNP-CFF n°2008-001 du 21 janvier 2008, ainsi que le guide méthodologique en vue de la constitution d'une demande de dérogation à la protection stricte des espèces protégées en application de l'article L.411.

L'offre fera apparaître les moyens humains mis en œuvre, les compétences associées, ainsi que le nombre de visites de terrain.

#### **5.2.1.1 Objet de la mission**

Le projet objet du présent CCTP comporte le risque d'affecter des espèces végétales et/ou animales protégées.

La mission consiste en :

- L'analyse des inventaires existants (espèces inventoriées, méthodes d'inventaires) en vue de proposer à l'acheteur les investigations complémentaires nécessaires à l'établissement du dossier de demande de dérogation,
- Les investigations complémentaires sur site. Les prospections auront comme objectif de déterminer la présence ou non d'espèces protégées au regard de la réglementation nationale.
- La réalisation du dossier de demande de dérogation. Ce dossier comportera notamment la définition et la localisation des mesures qu'il y a lieu de mettre en œuvre pour respecter les obligations de l'acheteur en matière de garantie de la préservation des espèces végétales et animales identifiées et susceptibles d'être impactées.

Le bureau d'études caractérisera et localisera les habitats de reproduction et les aires de repos des espèces protégées.

- Pour les amphibiens : localisera les couloirs de circulation des amphibiens entre les sites de reproduction et leurs zones d'alimentation et d'hivernage puis indiquera les éventuels impacts du projet sur ces corridors,
- Décrira et la localisera les **habitats des oiseaux (notamment avifaune nocturne et avifaune diurne nicheuses)** protégés par l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 (habitat de reproduction et aires de repos),
- Pour les espèces aquatiques : étudiera les impacts éventuels du projet lors des phases de travaux et d'exploitation sur **la qualité de l'eau** (risque de pollution...), **les berges...**

Le dossier établi pour le CNPN devra donc bien prendre en compte les habitats des espèces protégées et les corridors écologiques qui assurent leurs déplacements.

### **5.2.1.2 Aire d'étude**

L'aire d'étude sera déterminée en fonction des espèces potentiellement présentes et de leurs habitats.

### **5.2.1.3 Références réglementaires**

Les espèces dénommées « espèces protégées au titre de la réglementation nationale » dans le présent cahier des charges sont définies dans la liste non exhaustive de références suivantes :

- **Directive 92/43/CEE** du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages, dite directive « Habitats », et notamment son article 12
- **Directive 2009/147/CE** du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages, et modifiant la directive du 2 avril 1979, dite directive « Oiseaux »
- Document d'orientation sur la protection stricte des espèces animales d'intérêt communautaire en vertu de la Directive « Habitats » 92/43/CEE
- **Code de l'environnement** : articles L.411-1 (modifié par LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 – art. 149(V)) et L.411-2 (modifié par LOI n°2021-1308 du 8 octobre 2021 – art. 35), articles R.411-1 à 5
- Arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du Code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées
- Circulaire DNP/CFF n° 2008-01 du 21 janvier 2008

#### Arrêtés ministériels de protection des espèces :

##### **– Flore :**

Arrêté du 31 août 1995 portant modifications de l'arrêté du 20 janvier 1982 relatif à la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national

Arrêté du 27 avril 1995 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Basse-Normandie complétant la liste nationale

##### **– Faune :**

Arrêté du 21 juillet 1983 de protection des écrevisses autochtones (modifié par arrêté du 18/01/00)

Arrêté du 8 décembre 1988 fixant la liste des espèces de poissons protégés sur l'ensemble du territoire national

Arrêté du 9 juillet 1999 (modifié par arrêté du 27 mai 2009) fixant la liste des espèces de vertèbres protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département

Arrêté du 19 février 2007 modifiant les arrêtés du 17 avril 1981 modifiant fixant les listes des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire, du 7 octobre 1992 fixant la liste des mollusques protégés sur le territoire métropolitain, du 22 juillet 1993 fixant la liste des insectes protégés sur le territoire national et du 22 juillet 1993 fixant la liste des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire. Cet arrêté est abrogé successivement par les arrêtés qui suivent

Arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire les modalités de leur protection

Arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mollusques protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

### **5.2.1.4 Consistance de l'étude**

L'étude comprendra trois phases.

#### **5.2.1.4.1 Phase 1 : analyse des inventaires existants**

Il est indispensable de bien connaître les données déjà existantes sur les habitats et les espèces de l'aire d'étude, afin de mieux cibler les prospections à réaliser. Pour cela le prestataire retenu devra s'approprier les éléments suivants :

- bibliographies, publications scientifiques spécialisées ;
- données des sites protégés concernant l'aire étudiée ;
- données des associations, organismes de recherche, chasseurs, pêcheurs, etc ;
- études environnementales déjà réalisées dans le cadre du projet d'aménagement de la RN12.

#### **5.2.1.4.2 Phase 2 : prospections de terrain et détermination des espèces protégées par la réglementation nationale**

Cette phase d'investigations comprendra la réalisation de prospections de terrain devant conduire à :

- la réalisation d'un inventaire complet des habitats naturels présents sur l'aire d'étude ;
- la réalisation d'un inventaire complet des espèces animales et végétales présentes sur l'aire d'étude.

Pour les habitats naturels, le prestataire utilisera une approche phytosociologique, mais proposera de façon argumentée le niveau de précision pertinent par rapport au projet et aux enjeux rencontrés. Il est important que le prestataire soit en mesure d'identifier et de localiser des habitats naturels d'intérêt communautaire (listés à l'annexe 1 de la directive Habitats).

-Pour la description des habitats, le prestataire utilisera EUNIS Habitats avec la correspondance Corine Biotope, utilisée usuellement par les services de l'État. Si des habitats d'intérêt communautaire sont identifiés, le prestataire devra bien sûr s'appuyer sur les Cahiers d'habitats Natura 2000 et préciser systématiquement les codes Natura 2000 correspondants.

Les investigations de terrain devront être menées plus particulièrement pendant les périodes favorables à l'observation de la faune et de la flore afin de déceler la présence d'espèces protégées.

Une attention particulière sera portée aux espèces aquatiques et semi-aquatiques. D'une manière générale les espèces figurant aux arrêtés fixant les listes des espèces protégées seront recherchées avec une attention particulière.

La détermination du fonctionnement des peuplements (localisation des secteurs préférentiels de



passage des animaux, des aires de reproduction et d'alimentation de la faune) sera réalisée sur l'ensemble de l'aire d'étude.

En fonction des résultats des prospections, une liste exhaustive des espèces végétales et animales protégées au regard de la réglementation nationale sera établie. Cette liste sera déclinée en fiches.

Une fiche sera établie pour chacune des populations d'espèces protégées présente sur l'aire d'étude.

Cette fiche indiquera au minimum, le type d'interdiction définie par la réglementation (transfert, destruction, etc.), la localisation précise de chaque population (géo-référencée), son état de conservation, son importance au niveau local voire national et enfin le nombre d'individus ou de pieds concernés.

Une synthèse sera établie mettant en évidence les espèces protégées pour lesquelles :

- une demande de dérogation est nécessaire en application de la réglementation nationale (la procédure administrative à suivre sera précisée de manière synthétique) ;

- des mesures de précaution sont à prendre avant, pendant et après la réalisation des travaux dans le cadre de leur transfert et/ou de la reconstitution de leur habitat. Une proposition des mesures, de la méthodologie et du calendrier sera faite. Elle inclura une estimation des coûts et des délais de réalisation.

#### **5.2.1.4.3 Phase 3 : confection du dossier de demande de dérogation au titre des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement**

Cette phase a comme objectif la constitution d'un dossier de demande de dérogation pour le déplacement d'espèces protégées au titre des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement.

Il sera réalisé si la présence d'espèces protégées au titre de la réglementation nationale est établie et que le transfert des individus ou pieds de ces espèces est inévitable. Ce dossier devra répondre aux prescriptions des articles R.411-1 à R.411-14 du même code. Il devra en outre répondre aux exigences de la circulaire DNP/CFF n°2008/01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages.

Ce dossier a vocation à être présenté au Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) qui statuera sur la demande de dérogation.

Pour chaque espèce et pour chaque population concernée, les points suivants seront abordés :

- l'habitat concerné ;

- la méthodologie utilisée pour la prospection ;

- les conditions à réunir pour parvenir à une recréation satisfaisante de l'habitat (c'est-à-dire qui permet à l'espèce concernée d'accomplir la totalité de son cycle biologique dans des conditions favorables) ;

- la méthodologie et la chronologie détaillées de recréation de l'habitat correspondant ;

- la méthodologie détaillée du déplacement des individus (ou pieds) vers l'habitat reconstitué ;

- les mesures de gestion à mettre en œuvre pour garantir le maintien de l'habitat dans un état compatible avec l'accueil de l'espèce considérée ;

- les mesures de gestion à mettre en œuvre pour permettre aux individus (ou pieds) de l'espèce considérée d'accomplir la totalité de son cycle biologique dans des conditions favorables.

Une attention particulière sera portée au calendrier de la mise en œuvre des mesures prises dans le cadre du transfert et de sa compatibilité avec le maintien de la population concernée.

La demande de dérogation portera uniquement sur les populations pour lesquelles aucune autre solution que le transfert n'est possible. Le transfert de la population concernée ne doit pas nuire au maintien de l'état de conservation de l'espèce considérée dans son aire de répartition naturelle.

### **5.2.1.5      *Rendu des études***

Les dossiers définitifs, outre les textes de présentation et de justification, comprendront au minimum, à l'aide de planches au 1/5 000<sup>e</sup> :

- ✓ une cartographie des habitats naturels ;
- ✓ une cartographie de la répartition spatiale des espèces animales et végétales protégées ;
- ✓ une cartographie des impacts sur les espèces animales et mesures d'insertion :
  - des illustrations photographiques représentatives du site et des espèces animales et végétales rencontrées ;
  - des schémas : par exemple fonctionnement des écosystèmes, mesures d'insertion, etc. ;
  - la méthodologie.

Les fichiers de cartographie seront fournis à l'aide des logiciels QGIS ou Autocad ou à l'aide de logiciels compatibles avec ces derniers. Les données seront géoréférencées en Lambert 93. La dactylographie sera réalisée en traitement de texte compatible avec le logiciel LibreOffice. Les illustrations photographiques et les schémas seront au format numérique (.jpg et/ou. png). Le prestataire devra s'assurer de détenir les droits associés aux illustrations et mentionnera les auteurs.

Pour chacune des phases, un dossier provisoire au format informatique sera transmis. Après validation des dossiers provisoires, trois exemplaires papier seront transmis.

### **5.2.1.6      *Mise à jour itérative des dossiers CNPN***

Pendant la période de validation du dossier par l'acheteur, le titulaire sera amené à mettre à jour le dossier suite à la relecture de l'acheteur, du SELB (Service Environnement Littoral Biodiversité) de la DREAL, et du contrôle extérieur.

Pendant l'instruction des dossiers CNPN, l'acheteur pourra demander au titulaire des précisions (cartographie, article rédigé...) sur des points particuliers que l'instance de décision souhaiterait voir approfondis.

À l'issue des modifications, le titulaire remettra à l'acheteur un dossier CNPN mis à jour.

### **5.2.1.7      *Réunions spécifiques***

Cette sous-partie de la tranche optionnelle n°1 donnera lieu à 4 réunions spécifiques :

- Une réunion technique de présentation à l'acheteur d'un dossier provisoire
- Une réunion technique de présentation aux Services de l'État préalablement à la présentation du dossier au Comité National de Protection de la Nature
- Une réunion technique de présentation à l'acheteur d'un dossier finalisé
- Une réunion technique de présentation au Comité National de Protection de la Nature

Constitution du dossier d'autorisation environnementale – dossier loi sur l'eau et les milieux aquatiques ; incluant la mise à jour du dossier d'incidence Natura 2000

## **5.2.2 Constitution du dossier d'autorisation environnementale – dossier loi sur l'eau et les milieux aquatiques ; incluant la mise à jour du dossier d'incidences Natura 2000**

### **5.2.2.1      *Dossier Loi sur l'eau et les milieux aquatiques***

### **5.2.2.1.1 Rubriques de la nomenclature**

Les Installations, Ouvrages, Travaux et Activités (IOTA) font référence aux rubriques décrites dans l'article R.214-1 du Code de l'Environnement. Ce dossier mentionnera :

- les rubriques de la nomenclature concernées ;
- les spécificités se rattachant à l'une des rubriques de la nomenclature (modification des lignes d'eau provoquée par l'ouvrage, aménagement de type : dérivation, rectification, canalisation, couverture d'un cours d'eau, ...) ;
- le régime auquel sera soumis l'ouvrage (déclaration ou autorisation).

### **5.2.2.1.2 Document d'incidence**

#### **5.2.2.1.2.1 État initial**

La Directive Cadre sur l'Eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000 et sa transcription en droit français (loi n°2004-338 du 21 avril 2004) induisent de nombreuses modifications quant à l'évaluation des incidences routières, tant au niveau de la caractérisation des masses d'eau, qui doit à présent prendre en compte l'aspect écologique, que dans les réponses concrètes à apporter, en terme d'impact sur le milieu aquatique. Le dossier présenté devra tenir compte de ces nouvelles exigences.

Il s'agira d'exposer préalablement les caractéristiques du milieu environnant du projet et de mettre ainsi en évidence les différentes contraintes qui y sont associées en termes de vulnérabilité. Parallèlement, l'analyse de l'état initial permettra de constituer un état de référence (identifiant les impacts des infrastructures et équipements existants) à partir duquel seront jugées les modifications induites par le projet.

On y déclinera notamment :

##### A/ le milieu physique :

Seront traités dans ce chapitre, les thèmes tels que le relief, la climatologie, la pédologie, etc.

##### B/ les données hydrologiques :

Elles concernent essentiellement :

- les caractéristiques des bassins versants naturels interceptés par le projet, la caractérisation des cours d'eau concernés, des zones inondables, des plans d'eau et étangs, des zones humides, ...
- la localisation des points de captages, la délimitation des aquifères et de leur zones de protection.

##### C/ les données hydrauliques :

Le fonctionnement hydraulique actuel sera analysé. En cas de besoin on envisagera une modélisation des écoulements. Pour chaque rétablissement d'écoulement naturel, on veillera à ce qu'apparaissent au niveau du projet les données suivantes : vitesses, hauteurs d'eau amont, aval, et section mouillée pour les différents débits analysés ainsi que les profils en long des lignes d'eau et le secteur inondable.

##### D/ les données géologiques, géomorphologiques et hydrogéologiques :

Les circulations souterraines, leur origine et leur vulnérabilité vis-à-vis des pollutions superficielles seront analysées en relation avec leurs usages et les protections qui s'y rattachent.

La vulnérabilité des eaux souterraines sera analysée par rapport aux documents fournis par l'acheteur, mais aussi par l'intermédiaire de toutes les données accessibles telles que masses d'eau, perméabilité des différentes natures de roches traversées par le projet, etc.

##### E/ les données concernant la qualité de l'eau et des milieux aquatiques :

On y décrira la qualité physico-chimique et la qualité biologique des cours d'eau. Des analyses complémentaires pourront être effectuées si besoin.

#### F/ les usages de l'eau :

Les principaux usages seront identifiés (captages, prises d'eau, puits, agriculture, pêche, loisirs, ...)

#### G/ les données concernant les milieux naturels liés à l'eau :

Un recensement des enjeux biologiques (habitats, faune, flore) sera réalisé sur la base de données bibliographiques complétées d'inventaires de terrain, si nécessaire. Seront étudiés les différentes protections du milieu naturel dont : Natura 2000, arrêtés de biotope, ZICO, ZNIEFF, réserves, Trame Verte et Bleue (TVB)...

#### H/ l'aspect réglementaire et protection du milieu naturel aquatique :

On fera référence aux documents de planification les plus récents (SDAGE, SAGE(s), Contrat de rivière, ...)

La position des différents captages éventuels (AEP, points d'eau) ainsi que le périmètre de protection (arrêté ou non) sera renseignée sur une carte à l'échelle adaptée. Il en sera fait de même pour :

- les limites de nappes captives éventuelles
- les écoulements pérennes et non pérennes
- les zones inondables.

Ces informations seront synthétisées sous la forme de carte de vulnérabilité de la ressource en eau. On pourra se référer à la méthodologie du guide technique pollution d'origine routière du SETRA ou similaire.

#### I/ les écoulements naturels existants :

Les calculs hydrologiques et hydrauliques, complétés par des informations recueillies sur le terrain permettront de définir les débits (Q 10, Q 100, QMNA5) de chaque bassin versant naturel intercepté, à partir de la pluviométrie issue de la station météorologique représentative la plus proche. On précisera les méthodes de calcul utilisées de manière à pouvoir facilement vérifier les résultats.

Chaque ouvrage existant sera défini sous forme de tableau synthétique par :

- sa localisation ;
- sa fonction : rétablissement hydraulique, passage mixte (passage faune, circulation piscicole), etc. ;
- son type : buse ronde, arche, dalot, seuil, ouvrage d'art, descente d'eau, etc ... ;
- les aménagements qui lui sont associés : enrochements du lit ou (et) des berges, recalibrage éventuel, etc. ;
- ses caractéristiques : pentes, vitesses à l'intérieur de l'ouvrage et à l'exutoire, tirant d'eau, aménagements spécifiques.

#### J/ l'assainissement routier existant

Les principes de fonctionnement des ouvrages et le dimensionnement du réseau d'assainissement existant seront précisés. Le réseau de collecte des eaux sera décrit.

### **5.2.2.1.2.2 Incidences du projet et mesures (incluant la démarche Éviter – Réduire - Compenser)**

#### A/ Incidences des ouvrages de rétablissement et mesures envisagées :

Les modifications subies par les ouvrages existants seront décrites, qu'il s'agisse de l'ouvrage lui-même ou du talweg (ou ruisseau) amont et aval.

Les impacts seront analysés à partir :

- de toute modification du cheminement des eaux de ruissellement amont et aval (modification des écoulements) et de leur impact sur les biocénoses en place,
- de l'évolution de la nature du lit et des berges, (modification de profils en travers, rectification du tracé en plan, remaniement du lit)

- de la non aggravation des risques d'inondabilité (inondation ou déstabilisation des versants) par le principe de transparence hydraulique. La crue centennale servira de référence (Q100).
- de la libre circulation des espèces piscicoles et terrestres,

Pour le rétablissement des écoulements et le franchissement des cours d'eau, on précisera :

- le n° de référence des ouvrages (OH ou OA n°....) ;
- les bassins versants concernés ;
- la situation des ouvrages (nom du cours d'eau, commune concernée) ;
- la description des franchissements, des rétablissements ou des aménagements réalisés et leurs fonctions ;
- les données techniques : rappel du débit de projet pour lequel l'ouvrage est dimensionné, schéma de principes et coupes, côte des fils d'eau amont et aval, pente, vitesses. En ce qui concerne le rétablissement des petits écoulements (talwegs) : rappel des ouvrages existants, schéma de principe des rétablissements.

À noter que les mesures compensatoires liées aux zones humides constituent un enjeu important dans ce projet et une obligation réglementaire inscrite dans les SDAGE. Cela suppose donc d'avoir caractérisé précisément les zones humides impactées (surface, qualité, fonctionnalités actuelles) pour pouvoir proposer des mesures de compensation adaptées

#### B/ Incidences des rejets de plate-forme et mesures envisagées :

La lutte contre la pollution d'origine routière sera prise en compte en fonction de l'enjeu patrimonial, de la vulnérabilité du milieu et des usages de l'eau mis en évidence dans le dossier d'incidence.

Les impacts seront analysés à partir des risques de pollution chronique, saisonnière et accidentelle, ...

Les eaux pluviales de plate-forme seront d'abord récupérées dans des ouvrages superficiels (caniveaux en béton, enherbés, buses, ...) puis rejetées en fin de parcours dans un ouvrage de traitement des eaux.

Les ouvrages superficiels de plate-forme seront implantés sur les documents graphiques.

La localisation des points de rejet répondra à un souci de préservation de la qualité de la ressource en eau mais aussi aux contraintes liées aux risques d'érosion, de déstabilisation ou d'inondation.

Ces ouvrages d'assainissement (fossés et/ou bassins), étanches ou non, selon le niveau de vulnérabilité défini (nappe souterraine, captages, ...) seront aptes à recevoir une pollution accidentelle de 50 m<sup>3</sup> par une pluie de période de retour 10 ans. Les bassins seront de forme longiligne (rapport largeur/longueur > 6) à adapter selon l'emprise disponible. Un travail de recherche d'intégration paysagère sera également demandé pour ces bassins.

Les protections et mesures mises en place seront précisées et justifiées.

Pour la collecte et le rejet des eaux de ruissellement de la plate-forme, on mentionnera :

- le rappel général du principe de collecte et de traitement retenu ;
- le n° de référence du rejet ou du bassin ;
- la situation de l'ouvrage (cours d'eau, commune concernée) ;
- la description sommaire de l'état actuel (rappel de l'enjeu patrimonial, de la vulnérabilité et des usages) ;
- les données techniques :
  - rejet dans les eaux superficielles : période de retour de la pluie prise en compte, surface de l'impluvium drainé, débit des rejets ;
  - pour les bassins : description (en 3 dimensions) et principe de fonctionnement, dispositions constructives types, caractéristiques ;
  - le dimensionnement des conduites, les avaloirs, les ouvrages d'entrée, de sortie et by pass ;
  - l'insertion paysagère

### C/ Incidences du chantier et mesures compensatoires :

Les impacts du chantier seront analysés vis-à-vis de différents éléments dont :

- le calendrier des travaux,
- les apports de fines liés à la mise en œuvre et aux travaux proprement dits et de leurs répercussions sur les écosystèmes aquatiques et rivulaires,
- la circulation des engins dans ou à proximité du lit, des risques de pollution accidentelle (des eaux souterraines et superficielles),
- la mise en place de dispositifs de collecte et de traitement des eaux en fonction des enjeux et de la vulnérabilité du milieu récepteur, (précautions spécifiques à la phase chantier).
- la destruction d'habitats ou d'espèces,
- les recommandations de fin de chantier.

Les préconisations de l'assurance qualité exigée dans le choix des entreprises : orientations du cahier des charges, contrôle du chantier qui doit permettre au maître d'œuvre de s'assurer que les mesures de protection de la ressource en eau s'appliquent au même titre que les autres obligations contractuelles, ébauche du plan qualité mettant en œuvre un contrôle interne assuré par chacun des intervenants du chantier (y compris fournisseurs et sous-traitants), ainsi qu'un contrôle externe réalisé par un « chargé environnement ».

### D/ Incidences en phase d'exploitation et mesures compensatoires :

Les impacts de l'exploitation seront analysés à partir des risques de pollution chronique, saisonnière et accidentelle, ...

Les mesures qui seront précisées, concerneront plus particulièrement (et pour chacune des phases de réalisation et de mise en circulation) :

- les moyens de la lutte contre les pollutions des éventuels aquifères captés pour l'alimentation en eau potable et des eaux superficielles de qualité.
- Le dimensionnement des ouvrages de traitement des eaux avant rejet fera clairement apparaître la période de retour de la pluie prise en compte dans le calcul des volumes de stockage. Les taux d'abattement des différentes charges polluantes seront calculées (débit de pointe, comparaison des teneurs des rejets avec et sans projet, teneur du milieu récepteur, ...) et mis en adéquation avec les objectifs de qualité du milieu. Ces calculs seront détaillés en annexe de manière à permettre un contrôle a posteriori.

### E/ Incidences et mesures sur les usages liés à la ressource en eau :

Seront évoqués dans ce chapitre, les différents éléments dont les captages, les prises d'eau, les puits particuliers, l'agriculture, la pêche, les loisirs, ...

### F/ Incidences au regard des objectifs de conservation du site Natura 2000

Sur la section entre Tourouvre et St-Maurice, le projet fera l'objet d'un dossier d'évaluation d'incidences, car il traverse de part en part une ZPS (Natura 2000 directive Oiseaux) et sépare deux zonages d'un même SIC (Natura 2000 directive Habitats).

L'évaluation des incidences du projet sur Natura 2000 a été menée à chaque phase de la prestation, de sorte que cette étape consistera essentiellement en la compilation et la formalisation d'éléments techniques déjà contenus dans le dossier d'étude d'opportunité phase 2, le dossier d'études préalables et le dossier d'enquête publique.

Concernant le contenu formel de ces dossiers, le mandataire de l'étude devra reprendre tous les points précisés dans le guide méthodologique pour l'évaluation des incidences Natura 2000 (MEDD, 2004), et dans les articles correspondants du code de l'environnement.

### F/ Compatibilité avec les documents en vigueur :

On vérifiera la conformité du projet avec les documents du SDAGE, du/des SAGE(s), etc.

### **5.2.2.2 Moyens de surveillance et d'intervention**

Les propositions porteront sur la phase chantier et sur la phase d'exploitation. Elles comprendront :

- Les moyens de transmission de l'alerte ;
- Le contenu du message d'alerte ;
- Les solutions d'urgence à prendre : sur la route et au niveau des bassins (en phase d'exploitation notamment) ;
- L'organisation des secours.

Les dispositifs de surveillance, d'entretien du réseau de collecte et de traitement des eaux doivent permettre la prise en compte des enjeux environnementaux.

Dans ce sens, il sera demandé d'établir en liaison avec le gestionnaire :

- Un document rassemblant les informations sur les équipements réalisés, un manuel d'entretien et un calendrier de visites de contrôle d'entretien et de vérification, fixées pour un certain nombre d'opérations (à définir).
- Le dispositif d'intervention en cas de pollution accidentelle : Plan d'Intervention et de secours.
- Un programme d'analyses physico-chimiques et biologiques en phase chantier et à N+3 après mise en service.

### **5.2.2.3 Sous-dossier hydraulique**

Le titulaire remettra un sous-dossier hydraulique qui possédera le contenu minimal suivant :

- Mémoire technique décrivant le contexte, l'aspect calculatoire et justifiant les options prises
- Plan des bassins versants avec des informations complémentaires telles que la nature des terrains, l'objectif de qualité des écoulements, etc.
- Tracé en plan à l'échelle de l'étude sur lequel seront reportés pour l'ensemble des voiries projetées :
  - L'amorce des bassins versants ;
  - La délimitation des zones inondables ;
  - La position des ouvrages hydrauliques rétablissant les écoulements naturels sous l'ensemble des voiries projetées ;
  - Les dérivations et recalibrages des écoulements avec leurs types de protection...
  - Une symbolique indiquant les points hauts et bas du profil en long des voiries, le sens des dévers de chaussée et les points de changement de dévers ;
  - Les réseaux de plate-forme seront calculés, caniveaux, avaloirs, tampons, ... avec leurs symboles, caractéristiques et cotes fils d'eau et tampons ;
  - La position et le type des mesures visant à réduire les impacts ;
  - Les protections éventuelles contre les inondations ;
- Une coupe cotée de chaque ouvrage hydraulique avec les voiries et toutes les informations concernant l'écoulement (hauteur d'eau, vitesse, régime, tirant d'air, etc.), le recalibrage, les protections contre l'érosion, etc. (à l'échelle adaptée : 1/500ème, 1/100ème, ...)
- Les profils en travers type par zone d'application ;
- Les plans de détails des ouvrages ou parties d'ouvrages spécifiques ;
- Les plans de définition des mesures et ouvrages visant à réduire les impacts (vues en plan, coupes comportant les différentes natures de matériaux composant les ouvrages, ...) avec les

détails de l'ensemble des ouvrages associés (par exemple : position et définition du grillage de ceinture des ouvrages, etc.)

- Les ouvrages types (regards, caniveaux, fossés, etc.) ;
- Tous les documents et précisions complémentaires qui s'avèreraient nécessaires à la définition et à la compréhension du dossier ;
- Un avant – métré ;
- Une estimation chiffrée

Le titulaire assurera aussi l'intégration des éléments fournis par la DIRNO au titre de l'assainissement routier.

#### **5.2.2.4 *Éléments graphiques du dossier***

##### **5.2.2.4.1 Cartographie**

Sur un plan à une échelle adaptée (1/10 000<sup>e</sup> ou 1/5 000<sup>e</sup>) apparaîtront :

- Le projet
- La délimitation des bassins versants (et leur numéro) avec des informations complémentaires telles que la nature des terrains, l'objectif de qualité des écoulements, la toponymie, etc.
- Le réseau hydrographique superficiel et les limites des champs d'inondation
- Les points de captages et leur périmètre de protection
- Toutes les autres contraintes relatives à la présence et/ou la protection de la ressource en eau, etc.

Sur un plan à l'échelle du 1/2 000<sup>e</sup> apparaîtront :

Pour les rétablissements hydrauliques :

- Le projet et l'existant
- L'amorce de la délimitation des bassins versants (et leur numéro)
- Le réseau hydrographique superficiel et les limites des champs d'inondation
- La position des rétablissements hydrauliques
- Les aménagements associés aux rétablissements hydrauliques
- Les points de captages et leur périmètre de protection, etc.

Pour l'assainissement de la plate-forme et la protection de la ressource en eau :

- Les points hauts et bas du profil en long mais également :
- Les points de rejet de plate-forme les profils en travers types comportant les dispositifs types d'assainissement et de drainage de la plate-forme
- Les zones d'application des profils en travers types comportant les dispositifs types d'assainissement
- Les sens d'écoulement
- La position et le type des mesures visant à réduire les impacts sur la ressource en eau (bassins...)

#### **5.2.2.5 *Mise à jour itérative du dossier « Loi sur l'Eau »***

Pendant la période de validation du dossier par l'acheteur, le titulaire sera amené à mettre à jour le dossier suite à la relecture du maître d'ouvrage et du contrôle extérieur.

Pendant l'instruction du dossier « Loi sur l'eau », l'acheteur pourra demander au titulaire des



précisions (note de calcul, plan, article rédigé...) sur des points particuliers que l'instructeur ou les instances de décision souhaiterait voir approfondis.

À l'issue des modifications, le titulaire remettra à l'acheteur un dossier « Loi sur l'eau » mis à jour.

#### **5.2.2.6 Réunions**

Cette sous-partie de la tranche optionnelle n°1 donnera lieu à 4 réunions spécifiques :

- deux réunions techniques en cours d'élaboration et avant la finalisation du dossier réglementaire
- une réunion technique avec le service en charge de la police de l'eau où le titulaire présentera le projet et une version intermédiaire du dossier loi sur l'eau
- une réunion technique où le titulaire présentera une version finalisée du dossier loi sur l'eau avant transmission officielle au service en charge de la police de l'eau

## **5.3 Tranche optionnelle n°2 : Procédure d'enquête publique unique (DUP + Autorisation Environnementale) et constitution du dossier des engagements de l'État (Section Saint-Anne / Charencey)**

### **5.3.1 Les différentes étapes de la tranche optionnelle n°2**

#### **5.3.1.1 *L'enquête publique***

##### **5.3.1.1.1 Objet de l'enquête**

L'enquête publique aura pour objet :

- L'obtention des autorisations administratives
  - Déclaration d'Utilité Publique
  - Autorisation Environnementale
- La mise en compatibilité des documents d'urbanisme
- Le classement en route express de la future RN12 et le classement/déclassement des voiries secondaires nécessaires au projet

Dans le cadre de l'obtention de cette enquête publique, le titulaire devra porter une attention toute particulière à la justification du respect de la condition dite « Raison Impérative d'Intérêt Public Majeur » (RIIPM).

##### **5.3.1.1.2 La constitution du dossier d'enquête publique**

La composition du dossier d'enquête publique devra être conforme aux articles R.123-8 et R.181-1 et suivants du Code de l'environnement et R.11-3 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Tous les thèmes devant être traités conformément aux exigences réglementaires devront l'être sans exception, notamment sur les impacts environnementaux du projet.

Concernant plus particulièrement l'étude d'impact, le titulaire devra s'appuyer sur l'ensemble des études réalisées dans le cadre du présent marché. Le dossier devra répondre à des critères de conformité juridique à la fois sur la forme et sur le fond. Le respect des règles est fondamental. Le dossier devra être en conformité avec l'ensemble des textes en vigueur. Son contenu sera notamment conforme à l'Art. R.122-5 du Code de l'environnement.

Le dossier d'enquête publique fera l'objet d'une première élaboration pour la consultation interservices et la consultation de l'autorité environnementale notamment. Cette élaboration se fera à la suite d'échanges itératifs entre le titulaire et l'acheteur sur la base des pièces du dossier initial.

Il fera à ce stade l'objet d'une première validation par le maître d'ouvrage central. Le dossier d'enquête publique devra ensuite être éventuellement complété et amendé à l'issue de chaque étape pour tenir compte des remarques qui auront été faites. Les compléments d'études qui pourraient s'avérer nécessaires et les reprises du document ne feront pas l'objet d'une rémunération complémentaire. Le dossier d'enquête publique ainsi modifié fera l'objet d'une nouvelle validation par l'acheteur avant lancement de l'enquête publique.

### **5.3.1.1.3 Assistance à maîtrise d'ouvrage pendant la phase d'enquête publique**

#### **5.3.1.1.3.1 Concertation Interservices**

Le titulaire du marché devra, à la suite de la tenue de la concertation interservices, effectuer si besoin une actualisation du dossier d'enquête publique prenant en compte les remarques des différents services.

Cette modification fera l'objet d'une validation par l'acheteur.

#### **5.3.1.1.3.2 Avis de l'AE-IGEDD**

Sur le même principe, le titulaire effectuera si besoin une actualisation du dossier d'enquête publique suite à l'avis de l'Autorité Environnementale. Il élaborera le projet de mémoire en réponse du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale. Ce mémoire en réponse sera validé par l'acheteur avant son intégration dans le dossier d'enquête publique.

Cette nouvelle version du dossier d'enquête publique fera l'objet d'une validation par l'acheteur.

#### **5.3.1.1.3.3 Enquête publique**

##### **1. Les panneaux d'exposition**

Le titulaire du marché devra effectuer la rédaction, la conception, la réalisation et la production en intégralité des panneaux d'exposition dont l'objectif est de résumer les points essentiels du dossier d'enquête publique pour les participants aux réunions publiques. Ces panneaux ont un rôle d'information du public sur tous les aspects du projet afin de solliciter les réactions et le dialogue.

Ils seront d'un format suffisant pour être facilement lisible dans une salle (taille du panneau environ 1mx2m). Les supports seront fournis par le titulaire et conservés par l'acheteur.

##### **2. La participation aux réunions publiques**

Le titulaire participera, en appui à l'acheteur, aux réunions publiques. Il assistera l'acheteur dans la présentation du dossier et dans la réponse aux questions.

En amont de ces réunions, il préparera un projet de support de présentation qui sera utilisé par l'acheteur. Ce support résumant le dossier d'enquête publique comprendra des textes, tableaux, photographies, schémas, plans en couleur assurant une synthèse claire et pédagogique du dossier d'enquête publique.

Le bureau d'études produira à l'issue de chaque réunion un projet de compte rendu qu'il soumettra pour validation à l'acheteur.

##### **3. L'élaboration du mémoire en réponse**

Le titulaire élaborera dans les délais réglementaires le mémoire en réponse aux remarques et questions posées durant l'enquête publique. Pour cela le titulaire en fera une analyse détaillée. Ce mémoire en réponse sera validé par l'acheteur.

Lorsque cela s'avérera nécessaire, les réponses devront être intégrées à la définition du projet et reprises notamment pour l'élaboration du dossier programme.

#### **5.3.1.2 Constitution du dossier des engagements de l'État**

Cette partie de la mission a pour objectif la constitution du dossier des engagements de l'État. Il rassemble l'ensemble des engagements pris par le maître d'ouvrage lors des concertations et consultations préalables à la déclaration d'utilité publique du projet.

La rédaction de ce dossier devra être anticipée, avec la rédaction d'une version provisoire parallèlement à l'élaboration du dossier d'enquête publique et de l'abonder au cours de la concertation interservices et de l'enquête publique.

Le dossier des engagements de l'État sera porté à la connaissance du public à l'issue de la période de recours consécutive à la DUP, et publié au recueil des actes administratifs de l'État de la préfecture de l'Orne.

### **5.3.1.2.1 Contenu du dossier**

Le dossier des engagements devra contenir, conformément à l'Instruction Technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national :

- Les modifications du projet suite à l'enquête publique
- L'annexe à la décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution du projet qui mentionne, conformément aux dispositions de l'article L 122-1-1 du Code de l'Environnement, les mesures à la charge du maître d'ouvrage destinées à éviter les incidences négatives notables du projet sur l'environnement et la santé humaine, réduire celles qui ne peuvent être évitées et compenser celles qui ne peuvent être ni évitées ni réduites, et les modalités de suivi associées.
- Les engagements du maître d'ouvrage sur les autres thématiques :
  - Agriculture
  - Cadre de vie
  - Patrimoine
  - Sylviculture
  - Foncier
  - Bâti
  - Développement de l'urbanisation
  - Sécurité
  - Mesures en phase travaux
  - Archéologie
- Les modalités de suivi de la mise en œuvre des mesures de compensation pour l'économie agricole
- Les estimations des dépenses correspondantes à chaque engagement

### **5.3.2 Réunions**

De manière prévisionnelle, la tranche optionnelle n°2 donnera lieu à 4 réunions spécifiques :

- 2 réunions pendant l'élaboration des dossiers des engagements de l'État
- 1 réunion de présentation finale à l'acheteur
- 1 réunion de présentation à l'administration centrale

## **5.4 Tranche optionnelle n°3 : Constitution du dossier programme de l'opération**

Cette partie de la mission a pour objectif la formalisation du programme en tant que cahier des charges de l'opération telle que décrit dans l'Instruction Technique. Elle consiste principalement à prendre en compte les apports de l'enquête publique.

La finalisation s'entend dans le sens où la partie « Contexte général de l'opération » du dossier d'études préalables constituait la version préliminaire du programme.

### **5.4.1 Réunions**

De manière prévisionnelle, la tranche optionnelle n°3 donnera lieu à 4 spécificités de présentation du dossier programme :

- 2 réunions pendant l'élaboration des dossiers programme
- 1 réunion de présentation finale à l'acheteur
- 1 réunion de présentation à l'administration centrale

## **5.5 Tranche optionnelle n°4 : Mise à jour des études préalables et du dossier d'étude d'impact de la section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche**

### **5.5.1 Principes**

Suite à l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique devant se tenir avant le 2<sup>nd</sup> trimestre 2026 (au moment de la rédaction du présent CCTP), le prestataire aura pour missions :

- La mise à jour de toutes études rendues nécessaires (Inventaires FFHZZH, Incidences Natura 2000 par ex)
- La mise à jour du dossier d'étude d'impact, notamment le chapitre des effets cumulés du projet, suite aux études menées sur la section Saint-Anne / Charencey

### **5.5.2 Les différentes étapes de la tranche optionnelle n°4**

#### ***5.5.2.1 La mise à jour des études préalables nécessaires***

Dans un premier temps, le titulaire établira une note méthodologique pour l'ensemble des volets à étudier dans le cadre de la mise à jour des études préalables nécessaires.

Cette note méthodologique fera l'objet d'une validation par l'acheteur.

Le titulaire du marché réalisera l'ensemble des inventaires et études permettant de mettre à jour les caractéristiques du projet, ainsi que ses impacts positifs et négatifs, sur l'environnement notamment.

#### ***5.5.2.2 La mise à jour du dossier d'étude d'impact***

À l'aide des inventaires et études conduites, le titulaire procédera à une mise à jour du dossier d'étude d'impact de la section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche.

### **5.5.3 Réunions**

De manière prévisionnelle, la tranche optionnelle n°4 donnera lieu à 4 réunions spécifiques :

- 1 réunion intermédiaire de présentation du dossier d'étude d'impact
- 1 réunion finale de présentation du dossier d'étude d'impact
- 1 réunion de présentation après prise en compte des remarques du contrôle extérieur
- 1 réunion après prise en compte des observations de l'administration centrale

## **5.6 Tranche optionnelle n°5 : Constitution des dossiers de demande de dérogations relatives aux espèces protégées auprès du CNPN et du dossier « Loi sur l'Eau » incluant la mise à jour du dossier d'incidence Natura 2000 (Section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche)**

Les prestations attendues pour cette tranche optionnelle reprennent les mêmes éléments décrits pour la tranche optionnelle n°1. Ces éléments se retrouvent à l'article 5.2 du présent document. Pour cette

tranche optionnelle, se référer à la tranche optionnelle n°1.

## **5.7 Tranche optionnelle n°6 : Procédure d'enquête publique Autorisation Environnementale et constitution du dossier des engagements de l'État (Section Mortagne-au-Perche / Tourouvre-au-Perche)**

### **5.7.1 Les différentes étapes de la tranche optionnelle n°6**

#### **5.7.1.1 *L'enquête publique***

##### **5.7.1.1.1 Objet de l'enquête**

L'enquête publique aura pour objet :

- L'obtention de l'Autorisation Environnementale

Dans le cadre de cette enquête publique, le titulaire devra porter une attention toute particulière à la justification du respect de la condition dite « Raison Impérative d'Intérêt Public Majeur » (RIIPM).

##### **5.7.1.1.2 La constitution du dossier d'enquête publique**

La composition du dossier d'enquête publique devra être conforme aux articles R.123-8 et R.181-1 et suivants du Code de l'environnement et L.110-1 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Tous les thèmes devant être traités conformément aux exigences réglementaires devront l'être sans exception, notamment sur les impacts environnementaux du projet.

Concernant plus particulièrement l'étude d'impact, le titulaire devra s'appuyer sur l'ensemble des études réalisées dans le cadre du présent marché. Le dossier devra répondre à des critères de conformité juridique à la fois sur la forme et sur le fond. Le respect des règles est fondamental. Le dossier devra être en conformité avec l'ensemble des textes en vigueur. Son contenu sera notamment conforme à l'Art. R.122-5 du Code de l'environnement.

Le dossier d'enquête publique fera l'objet d'une première élaboration pour la consultation interservices et la consultation de l'autorité environnementale notamment. Cette élaboration se fera à la suite d'échanges itératifs entre le titulaire et l'acheteur sur la base des pièces du dossier initial.

Il fera à ce stade l'objet d'une première validation par le maître d'ouvrage central. Le dossier d'enquête publique devra ensuite être éventuellement complété et amendé à l'issue de chaque étape pour tenir compte des remarques qui auront été faites. Les compléments d'études qui pourraient s'avérer nécessaires et les reprises du document ne feront pas l'objet d'une rémunération complémentaire. Le dossier d'enquête publique ainsi modifié fera l'objet d'une nouvelle validation par l'acheteur avant lancement de l'enquête publique.

##### **5.7.1.1.3 Assistance à maîtrise d'ouvrage pendant la phase d'enquête publique**

##### **5.7.1.1.3.1 Concertation Interservices**

Le titulaire du marché devra, à la suite de la tenue de la concertation interservices, effectuer si besoin une actualisation du dossier d'enquête publique prenant en compte les remarques des différents services.

Cette modification fera l'objet d'une validation par l'acheteur.

### **5.7.1.1.3.2 Avis de l'AE-IGEDD**

Sur le même principe, le titulaire effectuera si besoin une actualisation du dossier d'enquête publique suite à l'avis de l'Autorité Environnementale. Il élaborera le projet de mémoire en réponse du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale. Ce mémoire en réponse sera validé par l'acheteur avant son intégration dans le dossier d'enquête publique.

Cette nouvelle version du dossier d'enquête publique fera l'objet d'une validation par l'acheteur.

### **5.7.1.1.3.3 Enquête publique**

#### **1. Les panneaux d'exposition**

Le titulaire du marché devra effectuer la rédaction, la conception, la réalisation et la production en intégralité des panneaux d'exposition dont l'objectif est de résumer les points essentiels du dossier d'enquête publique pour les participants aux réunions publiques. Ces panneaux ont un rôle d'information du public sur tous les aspects du projet afin de solliciter les réactions et le dialogue.

Ils seront d'un format suffisant pour être facilement lisible dans une salle (taille du panneau environ 1mx2m). Les supports seront fournis par le titulaire et conservés par l'acheteur.

#### **2. La participation aux réunions**

Le titulaire participera, en appui à l'acheteur, aux réunions publiques. Il assistera l'acheteur dans la présentation du dossier et dans la réponse aux questions.

En amont de ces réunions, il préparera un projet de support de présentation qui sera utilisé par l'acheteur. Ce support résumant le dossier d'enquête publique comprendra des textes, tableaux, photographies, schémas, plans en couleur assurant une synthèse claire et pédagogique du dossier d'enquête publique.

Le bureau d'études produira à l'issue de chaque réunion un projet de compte rendu qu'il soumettra pour validation à l'acheteur.

#### **3. L'élaboration du mémoire en réponse**

Le titulaire élaborera dans les délais réglementaires le mémoire en réponse aux remarques et questions posées durant l'enquête publique. Pour cela le titulaire en fera une analyse détaillée. Ce mémoire en réponse sera validé par l'acheteur.

Lorsque cela s'avérera nécessaire, les réponses devront être intégrées à la définition du projet et reprises notamment pour l'élaboration du dossier programme.

### **5.7.1.2 Constitution du dossier des engagements de l'État**

Cette partie de la mission a pour objectif la constitution du dossier des engagements de l'État. Il rassemble l'ensemble des engagements pris par le maître d'ouvrage lors des concertations et consultations préalables à la déclaration d'utilité publique du projet.

La rédaction de ce dossier devra être anticipée, avec la rédaction d'une version provisoire parallèlement à l'élaboration du dossier d'enquête publique et de l'abonder au cours de la concertation interservices et de l'enquête publique.

Le dossier des engagements de l'État sera porté à la connaissance du public à l'issue de la période de recours consécutive à la DUP, et publié au recueil des actes administratifs de l'État de la préfecture de l'Orne.

#### **5.7.1.2.1 Contenu du dossier**

Le dossier des engagements devra contenir, conformément à l'Instruction Technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national :

- Les modifications du projet suite à l'enquête publique
- L'annexe à la décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution du projet qui mentionne, conformément aux dispositions de l'article L 122-1-1 du Code de l'Environnement, les mesures à la charge du maître d'ouvrage destinées à éviter les incidences négatives notables du projet sur l'environnement et la santé humaine, réduire celles qui ne peuvent être évitées et compenser celles qui ne peuvent être ni évitées ni réduites, et les modalités de suivi associées.
- Les engagements du maître d'ouvrage sur les autres thématiques :
  - Agriculture
  - Cadre de vie
  - Patrimoine
  - Sylviculture
  - Foncier
  - Bâti
  - Développement de l'urbanisation
  - Sécurité
  - Mesures en phase travaux
  - Archéologie
- Les modalités de suivi de la mise en œuvre des mesures de compensation pour l'économie agricole
- Les estimations des dépenses correspondantes à chaque engagement

### **5.7.2 Réunions**

De manière prévisionnelle, la tranche optionnelle n°6 donnera lieu à 4 réunions spécifiques :

- 2 réunions pendant l'élaboration des dossiers d'engagements de l'État
- 1 réunion de présentation finale à l'acheteur
- 1 réunion de présentation à l'administration centrale

## **5.8 Tranche optionnelle n°7 : Constitution du cahier des charges de la réalisation et du suivi des mesures compensatoires des deux sections**

### **5.8.1 Principes**

Les actions menées sur les terrains conventionnés ou acquis doivent permettre d'équilibrer le bilan écologique du projet. Les mesures compensatoires mises en œuvre participent à la neutralité, voire à l'amélioration de la biodiversité à l'échelle large du projet. La seule gestion conservatoire de milieux similaires à ceux détruits ou dont le fonctionnellement serait appauvri (fragmentation d'espace, perte de corridors, etc.) ne saurait infléchir favorablement le bilan. Aussi, il sera recherché en priorité des terrains sur lesquels une réelle plus-value écologique est possible. Cette plus-value nécessite souvent la mise en œuvre d'un plan de restauration écologique préalable à une phase de gestion et de suivi.

La réalisation du plan s'appuie sur les diagnostics écologiques réalisés précédemment.

Le prestataire s'attachera notamment à rappeler quels sont les caractéristiques initiales du terrain au regard des différents milieux et espèces en présence (diagnostic écologique) et préciser les résultats attendus et la plus-value escomptée par le programme de restauration et de gestion envisagé.

Le dossier « plan de restauration, de gestion et de suivi écologique » fera l'objet de mises à jour



itératifs à l'issue des échanges avec les différents services/entités/associations/particuliers concernés, l'acheteur et le contrôle extérieur.

### **5.8.2 Contenu du dossier**

Pour ce chapitre, se référer au fascicule 5 du CCTP.

### **5.8.3 Réunions**

De manière prévisionnelle, la tranche optionnelle n°7 donnera lieu à 8 réunions spécifiques :

- 3 réunions intermédiaires pendant l'élaboration du plan de restauration
- 1 réunion de présentation au SELB de la DREAL Normandie
- 1 réunion finale de présentation du plan de restauration
- 1 réunion intermédiaire pendant l'élaboration du plan de gestion et de suivi
- 1 réunion de présentation au SELB de la DREAL Normandie
- 1 réunion finale de présentation du plan de gestion et de suivi

## **5.9 Tranche optionnelle n°8 : Assistance à maîtrise d'ouvrage en cas de recours contre la déclaration d'utilité publique et/ou l'Autorisation Environnementale**

### **5.9.1 Principes**

Pour l'exécution du présent marché, il est tenu compte d'une assistance pour 3 recours contentieux à l'encontre de la Déclaration d'Utilité Publique et 3 contentieux à l'encontre de l'Autorisation Environnementale. Le prestataire aura pour mission :

- D'analyser les différentes requêtes introduites à l'encontre des autorisations administratives ;
- De formuler des argumentaires techniques (tout texte ou élément graphique existant ou à créer) visant à faciliter l'élaboration des mémoires en réponse ;
- De dialoguer avec l'acheteur et son conseil juridique pour finaliser les dits argumentaires.

Le rendu de la mission consiste en la remise à l'acheteur d'une note comprenant les éléments argumentaires relatifs au contentieux considéré.

### **5.9.2 Réunions**

De manière prévisionnelle, la tranche optionnelle n°8 donnera lieu à 3 réunions spécifiques par recours :

- 1 réunion suite à l'instruction du recours contre la déclaration d'utilité publique
- 1 réunion suite à l'instruction du recours contre la déclaration d'utilité publique
- 1 réunion pour chaque élaboration de mémoire en réponse

## **5.10 Tranche optionnelle n°9 : Élaboration des déclarations préalables à la destruction des haies**

### **5.10.1 Principes**

Conformément au Code de l'Urbanisme, l'arrachage, l'abattage, partiel ou total, la modification des éléments végétaux ou naturels repérés au titre de l'article L.151-23 et figurant au règlement graphique

doivent être précédés d'une déclaration préalable en application de l'article R.151-43 alinéa 5. Conformément à l'article L412-22 du Code de l'Environnement, tout projet de destruction d'une haie mentionnée à l'article L. 412-21 est soumis à déclaration unique préalable.

### **5.10.2 La déclaration préalable à la destruction de haies**

Le titulaire aura pour mission de constituer les demandes de déclaration préalable en lien avec le Code de l'Urbanisme et le Code de l'Environnement nécessaires à la réalisation de l'aménagement à 2\*2 voies de la RN12.

Cette demande sera déposée en mairie de la commune concernée par chaque demande.

Le titulaire assistera l'acheteur pendant la phase d'instruction du dossier par l'autorité compétente.

### **5.10.3 Réunions**

De manière prévisionnelle, la tranche optionnelle n°9 donnera lieu à 2 réunions :

- 1 réunion avant élaboration des demandes de déclaration préalable
- 1 réunion de présentation des dossiers de demande de déclaration préalable

## **5.11 Tranche optionnelle n°10 : Réalisation des permis d'aménager dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou aux abords des monuments historiques**

### **5.11.1 Principes**

Conformément au Code de l'Urbanisme, il est imposé le dépôt d'une demande de permis d'aménager, qui fera l'objet d'une procédure d'instruction, pour :

- Les travaux de création d'une voie ou de modification d'une voie existante situés dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables et aux abords des monuments historiques (art. R421-21 du Code de l'Urbanisme)
- La réalisation d'exhaussements et affouillements dont la hauteur (ou profondeur) est supérieure à 2 m, qui portent sur une surface supérieure à 100 m<sup>2</sup> et qui sont situés dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables, les abords des monuments historiques, les sites classés ou en instance de classement et les réserves naturelles (art. R421-20 du Code de l'Urbanisme)

### **5.11.2 La procédure de permis d'aménager**

Le titulaire aura pour mission de constituer la demande de permis d'aménager, qui devra être conforme à l'Instruction Technique, ainsi qu'aux différents Codes auxquels l'Instruction Technique fait référence.

Cette demande sera déposée en mairie de la commune concernée par chaque demande.

Le titulaire assistera l'acheteur pendant la phase d'instruction du dossier par l'autorité compétente.

#### **5.11.2.1 Contenu de la demande**

Le contenu de la demande de permis d'aménager est précisé au R\*441-1 du Code de l'Urbanisme :

- L'identité du ou des demandeurs, qui comprend son numéro SIRET lorsqu'il s'agit d'une personne morale en bénéficiant et sa date de naissance lorsqu'il s'agit d'une personne physique ;
- La localisation et la superficie du ou des terrains à aménager ;
- La nature des travaux ;

- S'il y a lieu, que les travaux portent sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité, soumis à déclaration en application de la section 1 du chapitre IV du titre Ier du livre II du Code de l'environnement ;
- S'il y a lieu, que les travaux portent sur un projet soumis à autorisation environnementale en application de l'article L. 181-1 du Code de l'environnement ;
- S'il y a lieu, que les travaux doivent faire l'objet d'une dérogation au titre du 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'environnement ;
- S'il y a lieu, que les travaux portent sur un projet relevant de l'article L. 632-2-1 du Code du patrimoine ;
- S'il y a lieu, les demandes d'autorisation et les déclarations dont le projet a déjà fait l'objet au titre d'une autre législation que celle du Code de l'urbanisme ;
- S'il y a lieu, que le projet est soumis à l'obligation de raccordement à un réseau de chaleur ou de froid prévue à l'article L. 712-3 du Code de l'énergie ;
- S'il y a lieu, que les travaux portent sur un projet relevant du II de l'article L. 171-4 du Code de la construction et de l'habitation.

À cette demande de permis d'aménager, le titulaire fournira, conformément aux articles R441-2 et R441-3 du Code de l'Urbanisme, un plan permettant de connaître la situation du terrain à l'intérieur de la commune, ainsi qu'une notice précisant :

- L'état initial du terrain et de ses abords et indiquant, s'il y a lieu, les constructions, la végétation et les éléments paysagers existants ;
- Les partis retenus pour assurer l'insertion du projet dans son environnement et la prise en compte des paysages, faisant apparaître, en fonction des caractéristiques du projet :
  - L'aménagement du terrain, en indiquant ce qui est modifié ou supprimé ;
  - La composition et l'organisation du projet, la prise en compte des constructions ou paysages avoisinants, le traitement minéral et végétal des voies et espaces publics et collectifs et les solutions retenues pour le stationnement des véhicules ;
  - L'organisation et l'aménagement des accès au projet ;
  - Le traitement des parties du terrain situées en limite du projet ;
  - Les équipements à usage collectif et notamment ceux liés à la collecte des déchets.

### **5.11.3 Réunions**

De manière prévisionnelle, la tranche optionnelle n°10 donnera lieu à 2 réunions :

- 1 réunion avant élaboration des demandes de permis d'aménager
- 1 réunion de présentation des dossiers de demande de permis d'aménager

## **5.12 Tranche optionnelle n°11 : Réalisation des permis de démolir**

### **5.12.1 Principes**

Conformément aux articles L.430-2 et R.421-26 et suivants du Code de l'Urbanisme, il est imposé l'obtention d'un permis de démolir.

### **5.12.2 La procédure de constitution des permis de démolir**

Le titulaire aura pour mission de constituer la demande de permis de démolir, qui devra être conforme à l'Instruction Technique, ainsi qu'aux différents Codes auxquels l'Instruction Technique fait référence.

Cette demande sera déposée en mairie de la commune concernée par chaque demande.

Le titulaire assistera l'acheteur pendant la phase d'instruction du dossier par l'autorité compétente

#### ***5.12.2.1 Contenu de la demande***

La demande de permis de démolir contient :

- L'identité du ou des demandeurs ;
- En cas de démolition partielle, les constructions qui subsisteront sur le terrain et, le cas échéant les travaux qui seront exécutés sur cette construction ;
- La date approximative à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits ;
- La déclaration comporte également l'attestation du ou des déclarants relative à la propriété ou à la capacité d'exproprier ;
- Un plan permettant de connaître la situation du terrain à l'intérieur de la commune ;
- Un plan de masse des constructions à démolir ou, s'il y a lieu, à conserver ;
- Un document photographique faisant apparaître le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée et leur insertion dans les lieux environnants.

Le cas échéant, le dossier comprend également :

- Lorsque le bâtiment est inscrit au titre des monuments historiques, le dossier joint à la demande comprend en outre :
  - Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée bien que l'intérêt de celui-ci du point de vue de l'histoire ou de l'art ait été reconnu suffisant pour justifier sa préservation ;
  - Les photographies faisant apparaître l'ensemble des façades et toitures du bâtiment ainsi que ses dispositions intérieures ;
  - Dans le cas d'une démolition partielle, la description des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte aux parties conservées.
- Lorsque le bâtiment est adossé à un immeuble classé au titre des monuments historiques, le dossier joint à la demande comprend en outre :
  - Les photographies faisant apparaître l'ensemble des parties extérieures ou intérieures du bâtiment adossées à l'immeuble classé ;
  - La description des moyens mis en œuvre dans la démolition pour éviter toute atteinte à l'immeuble classé.

### **5.12.3 Réunions**

De manière prévisionnelle, la tranche optionnelle n°10 donnera lieu à 2 réunions :

- 1 réunion avant élaboration des demandes de permis de démolir
- 1 réunion de présentation des dossiers de demande de démolir